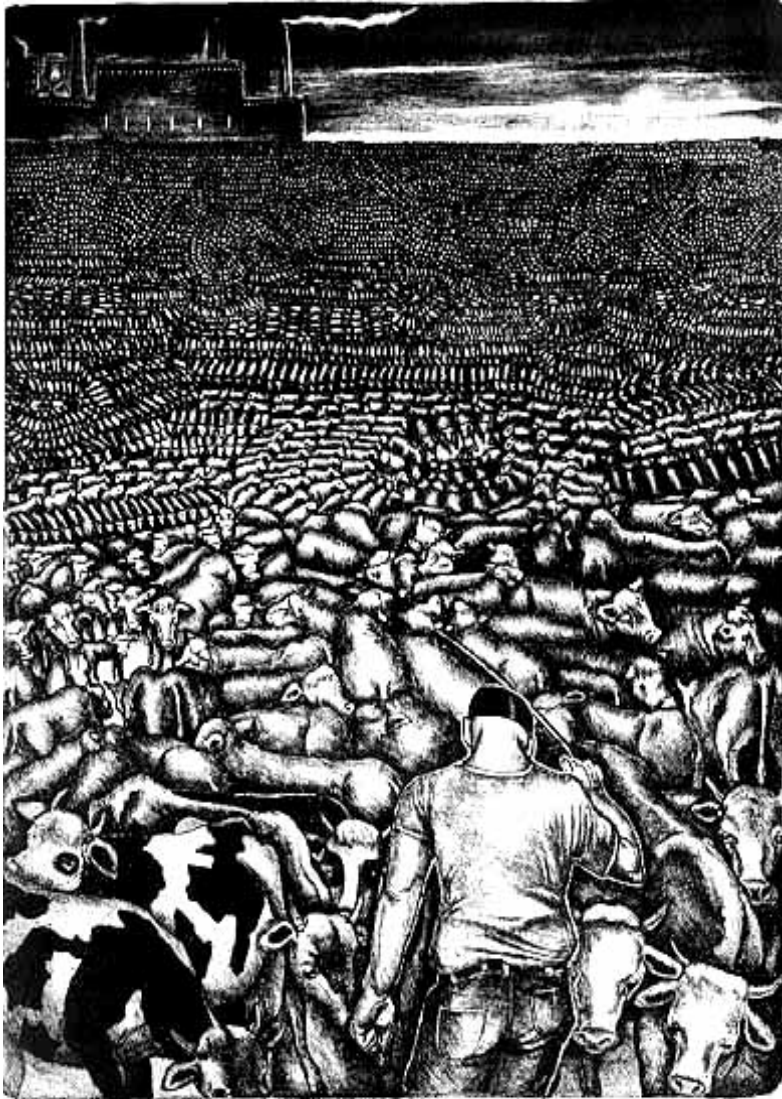


# ECOVEGAN



**végétalisme et écologie**

## Introduction : à la recherche de la cohérence

J'ai écrit au printemps 2003 un texte nommé « **Végétalisme et écologie : pour une alimentation et une société non prédatrices** », où j'y exposait non seulement les raisons environnementales d'adopter un régime végétalien, mais tentais aussi d'élargir la problématique à des conceptions plus globales de l'écologie. Il s'agissait d'abord de se démarquer des illusions de l'écologie industrielle et du développement durable. Ce texte aborde donc, avec une perspective végétalienne, des questions d'agriculture, d'urbanisme, de capitalisme, de productivisme, de démographie, qui sont tous des domaines très complexes que j'ai traité assez brutalement étant données les limites de mes connaissances. Ma conclusion était que pour évoluer vers une société libérée de l'exploitation animale et humaine, la philosophie de l'écologie sociale semblait la plus correcte. Ce texte est reproduit à peu près tel quel au début de cette brochure, après les « **Quelques définitions** » de différents courants végétariens ou écologistes.

Dans cette nouvelle brochure, tout en maintenant en gros cette position, j'ai voulu la développer plus précisément, faire ressortir certaines limites ou contradictions, et étayer les propositions alternatives. A l'époque du premier texte, je découvrais de nombreuses idées à peu près en même temps et je voulais plutôt les voir comme un tout cohérent sans voir les contradictions entre elles. Depuis, j'ai pris plus de distance avec des courants comme

l'écologie profonde ou le primitivisme (voir définitions). J'essaie maintenant de contribuer à une critique cohérente et pratique de l'exploitation animale, humaine et environnementale, du capitalisme et de la société industrielle, dans les « **Réflexions sur les liens entre véganisme et société industrielle** ».

Une grande surprise pour moi, et d'autres personnes qui étaient présentes lors du débat avec David Olivier (co-rédacteur des Cahiers Antispécistes) lors du festival Viva Vegan à l'Espace Autogéré de Lausanne en avril 2003, a été de découvrir la critique que les antispécistes font de l'écologisme. Les écologistes tentent de préserver des espèces et un ordre naturel « harmonieux », alors que les antispécistes défendent des individus sensibles et dénoncent toute forme de naturalisme, car la notion d'ordre supposé « naturel » servirait toujours à justifier des dominations, que ce soit entre espèces ou internes à l'espèce humaine. Je reproduis ici des extraits du texte d'Yves Bonnardel « **Contre l'apartheid des espèces - À propos de la prédation et de l'opposition entre écologie et libération animale** » qui me semble le plus constructif sur ce rapport à l'écologisme, car il met en avant la possibilité de luttes communes.

J'ai aussi tenté de mieux explorer les implications sociales et politiques de notre alimentation à travers les textes « **Géopolitique du soja** » et « **Enquête sur la provenance des**

**aliments végan: sortir du végétalisme colonial?** » qui explorent les contradictions d'une philosophie végétalienne pratiquée comme simple consommateur-trice inconscient-e. J'aimerais insister sur le fait que mon intention n'est ni de proposer une doctrine stricte « éco-végan », ni une discipline individuelle, ni une étiquette « éco-vegan » qu'on pourrait se tatouer. D'abord parce que ça serait trop difficile, puis parce que j'ai plutôt envie d'ouvrir un débat sur ces questions, suggérer qu'on peut faire malgré tout un certain nombre de choix conséquents, en tant que consommateur-trice « éclairé-e ». Surtout j'aimerais montrer que c'est l'économie mondialisée (évolution récente du capitalisme et prolongement du colonialisme) qui modère nos possibilités de nous nourrir. Et finalement appeler à organiser des solutions collectives, en parallèle avec les luttes sociales, pour concrétiser un autre rapport social à notre alimentation. En ce sens, « **Le mouvement Food Not Bombs** » qui concilie action sociale par les repas gratuits dans la rue, discours anti-capitaliste et éthique végétalienne me paraît être l'illustration type de ce que devrait être l'écologie sociale en action.

Les jardins communautaires, les coopératives d'achat et de distribution sont des pistes à mon avis intéressantes vers une réappropriation de l'alimentation. Les coopératives maraîchères avec réseau de livraison de paniers de légumes, lorsqu'ils incluent une participation partielle des consommateurs-trices à la production, se rapprochent encore plus d'un système social alternatif au capitalisme, parce

qu'un rapport direct se crée et la séparation entre production et consommation s'estompe. En même temps, on s'assure d'une production qui tient la route si des personnes ayant une solide connaissance, formées au maraîchage, y travaillent tout au long de l'année. Près de chez nous se développe depuis bientôt 30 ans une telle alternative, soit : « **Les jardins de Coccagne** ».

Mais ce genre de solution est-elle applicable à la production de céréales, de légumineuses et d'oléagineuses, base de l'alimentation végétalienne en termes d'apport énergétique? Je n'ai pas connaissance d'expériences en ce sens. Il faut à mon avis explorer toutes les pistes possibles, guetter les opportunités. Il existe dans certains pays des réseaux d'agriculture biologique et vegan, c'est apparemment la voie la plus prometteuse pour le moment que j'ai voulu présenter par la reproduction de ces textes sur « **L'agriculture végétalienne** ».

Les luttes paysannes sont à mon avis centrales dans ces réflexions sur les modes de production, et il serait judicieux de les soutenir, pour qu'il reste encore une paysannerie et pas juste des industriels-farmers car la concentration des terres va bon train partout dans le monde (voir l' « **Annexe : analyse des évolutions récentes de la concentration de l'élevage industriel** » tiré d'un rapport commandité entre autres par la commission européenne et la Banque Mondiale). Quelles alliances peuvent être faites avec les agriculteurs-trices, alors qu'elles exploitent (à des degrés divers) des animaux. Je pose la question: quel autre

moyen y a-t-il d'entrer en débat avec eux-elles sur la question animale? Si on leur dit « on s'en fout de vos problèmes, vous faites souffrir les animaux et vous polluez, changez! », vous ferez comme moi l'expérience de vous trouver face à une colère somme toute bien compréhensible. On ne peut pas savoir, quand on vit en ville, comment sont vécues les normes écologiques, sanitaires ou de « ménagement » des animaux par celles et ceux qui doivent les appliquer tout en faisant survivre leur exploitation agricole. Bien souvent on oublie tout simplement de leur laisser la parole! Comprendre les problèmes des paysan-ne-s, qui sont complexes (et je ne prétends pas les comprendre vraiment à l'heure qu'il est), est indispensable pour pouvoir trouver des solutions ensemble. **Voir dans la bibliographie les livres concernant l'agriculture.**

Les illustrations de la couverture et des pages 20, 26, 56, 59 et 60 sont des tableaux de Sue Coe, artiste militante américaine ayant fait de nombreux tableaux dénonçant l'exploitation animale, notamment après avoir passé plusieurs années à visiter des abattoirs. Elle a aussi réalisé de nombreux tableaux contre la guerre et le capitalisme, et une exposition pour visibiliser les malades du SIDA. <http://graphic-witness.org/coe/enter.htm>

André, Lausanne, décembre 2006



## Quelques définitions

Ces définitions sont proposées dans le but de faciliter la compréhension de certains termes. Les types d'alimentation ne sont pas à considérer comme des catégories exclusives; dans la pratique elles sont parfois élastiques, et chacun/e définit son alimentation de façon personnelle.

**Végétarien/ne** - ne consommant aucun produit issu de l'abattage des animaux, c'est-à-dire ni viande d'animaux terrestres, ni viande d'animaux marins, ni gélatine, ni présure, ni caviar.

**Végétalien/ne** (ou végétarien/ne strict/e) - ne consommant aucun aliment d'origine animale, c'est-à-dire ni viande, ni produits laitiers, ni oeufs, ni miel.

**Vegan** - terme anglo-saxon, souvent traduit par végétalien/ne en français. Un/e vegan, en plus d'être végétalien/ne, n'utilise aucun produit d'origine animale, dans toutes les facettes de sa vie, c'est-à-dire ni laine, ni cuir, ni fourrure, ni cire d'abeille, ni produits testés sur les animaux, etc...

**Freegan** - ce terme anglo-saxon s'applique aux personnes dont le mode de consommation est vegan, mais qui acceptent de se nourrir de produits d'origine animale lorsque ceux-ci sont obtenus sans soutenir leur production. Par exemple, un/e freegan mange du fromage récupéré gratuitement auprès de quelqu'un qui s'en débarrasse, mais n'en achète pas.

**Frugivore / fruitarien/ne** - ne se nourrissant que de fruits (frais,

secs, graines) pour ne pas détruire de plantes, ce qui peut être évité dans une certaine mesure en se limitant à la cueillette de fruits.

**Crudivore** - ne se nourrissant que d'aliments crus. Certain-e-s crudivores sont aussi végétarien/nes ou végétalien/nes.

**Libération animale** - terme définissant la volonté que les animaux ne soient plus exploités par les humains, dans le but de leur en épargner la souffrance, que ce soit pour les manger, utiliser leur force, s'en servir pour la recherche, pour ses loisirs, ou autre.



**Antispécisme** - courant éthique s'opposant au spécisme, c'est-à-dire à la discrimination sur la base de l'appartenance à une espèce. Très proche de la libération animale, ce

courant se fonde sur le principe que les intérêts d'un animal à ne pas souffrir et à vivre une vie satisfaisante importent autant, moralement, que les intérêts équivalents d'un être humain.

### **Développement durable**

– terme utilisé pour désigner un développement économique qui concilierait la croissance économique avec le respect de l'environnement et l'équité sociale. Ses promoteur-trices ne remettent pratiquement jamais en cause l'idéologie et la symbolique du développement, ni les fondements de l'économie marchande.

**Ecologie industrielle** – approche de l'ingénierie visant à recycler tous les déchets industriels dans d'autres procédés, en planifiant les procédés industriels de manière intégrée. Ses promoteur-trice-s prétendent s'inspirer de la nature.

**Ecologie sociale** – ce courant de l'écologie politique propose d'analyser les causes sociales de la destruction de l'environnement, et de s'appuyer sur les luttes sociales pour créer une société écologique et libertaire. Il trouve son origine dans les écrits de Kropotkine et Elisée Reclus, a surtout été théorisé par Murray Bookchin, et s'est récemment ouvert à une dimension écoféministe.

**Ecologie profonde** (en anglais "deep ecology") - éthique écologique selon laquelle toute la nature a une valeur propre (biocentrisme, holisme), et pas seulement une valeur utilitaire pour les humains (anthropocentrisme, environnementalisme). Toutes les espèces vivantes, mais aussi les écosystèmes, sont des sujets moraux selon

l'écologie profonde. Vu la situation actuelle, certainEs "deep ecologists" préconisent une réduction importante de la population humaine. Caractéristique du mouvement d'action directe Earth First !

### **Primitivisme ou anarco-primitivisme**

– courant idéologique, anarchiste écologiste et anti-industriel, dénonçant la civilisation comme source de l'aliénation croissante des individu-e-s. Son précurseur, John Zerzan, présente la vie des chasseurs-cueilleurs (qui selon lui étaient surtout cueilleurs/euses) d'avant la révolution néolithique déclenchée par l'apparition de l'agriculture comme l'idéal de l'humanité, sans domination technique ou patriarcale, sans symbolisme ni histoire. L'analyse primitiviste de l'histoire de l'humanité utilise les travaux d'anthropologues, de paléontologues ou de sociologues de manière très partielle, afin d'étayer des thèses apparemment préconçues..

**Permaculture** – approche de l'agriculture et de l'habitat visant l'autonomie et la stabilité à long terme, ainsi qu'à minimiser les besoins en travail et en énergie, notamment en imitant les écosystèmes naturels par la complémentarité des espèces. L'organisation dans l'espace et dans le temps doit être planifiée de telle sorte que chaque fonction soit assurée par plusieurs éléments (plantes, animaux, eau, soleil...), et que chaque élément ait plusieurs fonctions (nourriture, protection, chauffage, épuration...), pour garantir la pérennité du système.

# Végétalisme et écologie : pour une alimentation et une société non prédatrices

## De quoi parlons-nous ?

Ce texte propose une réflexion sur les raisons écologiques pouvant mener à adopter une alimentation végétalienne, et sur quelques questions qu'un-e écologiste radical-e peut se poser au sujet de l'exploitation animale.

On n'y parlera pas de souffrance animale, ce qui est (avec raison) la principale question qui amène les gens à cesser de s'alimenter avec de la nourriture d'origine animale, mais plutôt d'écologie au sens large. Quel est le rôle, quelles sont les conséquences de la production d'une telle nourriture dans notre société industrialisée, et quelles réponses apporte le végétalisme ?

Les végétalien-ne-s, par définition, refusent de consommer les produits d'origine animale. Il est facile de démontrer qu'une telle alimentation " pollue moins " qu'une alimentation carnivore, bien que cela contredise certains préjugés tenaces. Mais si l'on admet que le champ d'action de l'écologie n'est pas seulement la gestion de la dégradation de l'environnement, mais concerne plus largement les interactions entre les différents éléments de la biosphère, il faut s'attarder un peu plus sur les relations entre l'humanité et la nature en général. Ce qui questionne forcément l'évolution de l'agriculture et de la technologie, dans quels rapports ville-campagne ou " Nord-Sud "

s'inscrit cette évolution, et quelle est la place de l'élevage dans tout ça...

Ce texte propose de défricher le sujet, à partir d'un point de vue sur monde qui vaut ce qu'il vaut, et un auteur qui ne demande qu'à l'améliorer. Les commentaires, critiques, documents, propositions sont bienvenus à l'adresse suivante : [automu@no-log.org](mailto:automu@no-log.org)

## Une alimentation insoutenable

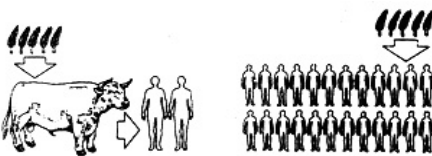
Selon l'argumentation environnementaliste classique des végétalien-ne-s, l'alimentation à base animale est trop peu efficace, car elle consomme beaucoup plus de ressources et génère beaucoup plus de pollution que l'alimentation végétalienne. On peut définir l'efficacité de la production alimentaire comme le rapport entre les quantités de nourriture que mange l'humain-e et ce qui est mis en œuvre pour que la nourriture arrive dans son assiette: agriculture, élevage, industries, transports, ... La production alimentaire animale est effectivement d'une efficacité très faible, car elle se place au sommet d'une chaîne alimentaire à plusieurs étages, selon une hiérarchie humain/animal/végétal. Alors qu'une alimentation totalement végétale comporte un étage de moins : humain/végétal seulement, ce qui implique une base végétale environ 10 fois moins importante pour nourrir un être humain, car le rendement de l'élevage (par rapport aux végétaux de

fourrage qui y entrent) dépasse rarement 10%.

La consommation de produits animaux implique non seulement une production végétale beaucoup plus importante qu'une alimentation végétale directe, mais aussi un nombre d'étapes de production plus important : élevage, boucherie, fromagerie, transports, congélation, conditionnement, emballage... Et plus il y a d'étapes, plus il y aura de déchets, de sous-produits potentiellement polluants.

Les conséquences de notre alimentation carnée et lactée sont dramatiques pour les sols, les eaux souterraines et de surface, les forêts et l'atmosphère. En bref : une « empreinte écologique » énorme. La réponse des végétaliens à ces problèmes est de diminuer toutes ces pressions sur l'environnement en supprimant leur demande en élevage, ce qui diminue aussi leur demande indirecte en végétaux.

### La nourriture:



La consommation d'animaux, eux-mêmes nourris de végétaux, est pour les humains une forme d'alimentation indirecte. En conséquence, pour obtenir la même quantité de calories ou de protéines dans l'assiette, il aura fallu cultiver 5 à 10 fois plus de végétaux pour de la viande que pour du pain. Dans les années 1990, 50% des céréales cultivées en Suisse

(70% aux USA) étaient destinées à l'alimentation des animaux. Vous avez dit gaspillage?

### Les sols et les forêts:

Nourrir des animaux d'élevage demande plus de surface à cultiver pour faire pousser des céréales et autres végétaux. Comme il y a concurrence dans le monde entier entre l'agriculture et la forêt, et que les intérêts des humains priment sur ceux des autres espèces, ce sont les forêts qui trinquent! La déforestation de la forêt amazonienne est en bonne partie destinée aux grands propriétaires terriens qui font de l'élevage et de la culture de soja pour l'exportation dans les pays riches. Comme les arbres maintiennent le sol grâce à leurs racines et diminuent le ruissellement de l'eau, le passage d'une forêt à une surface agricole se traduit souvent par une destruction des sols à court ou moyen terme. L'intérêt des humains est donc de minimiser leurs besoins en surface agricole, car l'épuisement des sols va bon train.

Pour ce qui est des terres trop pauvres pour l'agriculture et utilisées pour le pâturage, elles sont souvent surexploitées, notamment à cause de la pauvreté fréquente dans ces régions qui pousse les habitant-e-s à user leurs terres au maximum. Ceci a pour conséquence un appauvrissement des sols et de la diversité, voire une désertification progressive.

### L'eau:

Le gaspillage devient encore plus criant lorsqu'on observe les conséquences de l'élevage sur les eaux, qui sont de plus en plus rares et/ou

polluées dans de nombreux endroits de la planète. D'une part on consomme une grande quantité d'eau propre : alors que la production d'un kg de céréales nécessite environ 100 l d'eau, celle de viande nécessite 2000 à 15000 l d'eau ; d'autre part on rejette dans l'environnement des eaux fortement polluées. Par exemple, la pollution de l'eau produite par 1 vache laitière équivaut à 7 EH (Equivalent Humain).

Les surfaces agricoles destinées au fourrage nécessitent de l'irrigation, et sont largement cultivées de manière intensive, avec moult nitrates et produits biocides, et la pollution des nappes phréatiques que cela implique.

A cela s'ajoutent bien sûr les eaux usées issues de l'élevage, qui sont fortement chargées en ammoniac, ce qui est une des causes majeures (avec les nitrates et les phosphates) d'eutrophisation des eaux de surface. L'eutrophisation est une sur-fertilisation des écosystèmes aquatiques qui amène une prolifération d'algues, jusqu'à priver le fond de lumière et d'oxygène, ce qui fait d'abord disparaître presque toute la biodiversité puis crée des conditions anaérobies nauséabondes et polluantes.

Environ 50% de la pollution des eaux en Europe est due aux élevages massifs d'animaux. En Bretagne, la pollution des eaux due aux élevages porcins est une catastrophe majeure. Aux USA, la part de pollution des eaux due à l'agriculture est plus importante que celle due aux villes et aux industries réunies. En Suisse centrale, plusieurs petits lacs comme ceux de Sempach et de Baldegg sont si eutrophes

(à cause de l'élevage bovin) qu'on a dû les oxygéner artificiellement à l'aide de pompes.

### **La biodiversité:**

La destruction des forêts et le sur-pâturage, la pollution des eaux et le dérèglement climatique détruisent l'habitat d'innombrables espèces, ce qui ne manque pas de causer la disparition définitive de nombre d'entre elles.

De plus, les animaux que les humains utilisent pour se nourrir sont le fruit d'une très étroite sélection des espèces et races les plus rentables, que l'on reproduit à volonté au détriment de l'immense variété existant à l'état sauvage. Ce processus atteint actuellement son paroxysme avec les OGM, qui sont en train d'être expérimentés tant sur les végétaux que sur les animaux.

### **L'effet de serre:**

On a vu les problèmes de déforestation causées par l'élevage et le pâturage, et on peut facilement en déduire les conséquences en terme de largage de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère, donc d'augmentation de l'effet de serre.

On sait moins que la production de méthane par les pets des vaches suisses cause dans ce pays plus d'effet de serre que les transports ! En effet, le méthane (CH<sub>4</sub>), gaz produit dans les processus de dégradation anaérobie (sans oxygène) de la matière organique, est environ 20 fois plus efficace que le CO<sub>2</sub> en terme d'effet de serre. Or, les intestins des ruminants en produisent beaucoup, d'autant plus s'ils sont nourris de manière intensive

avec des céréales. Résultat : la quantité de méthane dans l'atmosphère a augmenté de 150% en moins de deux siècles (les ruminants n'en sont pas la seule cause, mais une des principales).

N'oublions pas la consommation accrue d'énergie destinée à faire parvenir les produits d'origine animale dans nos assiettes : les tracteurs roulent au Diesel ; les intrants chimiques (fertilisants, biocides) demandent de l'énergie à la fabrication ; le transport du fourrage et du bétail se font souvent sur de longues distances ; les élevages, les abattoirs, les fromageries, la pasteurisation, le conditionnement, les congélateurs consomment de l'électricité et de la chaleur.

#### **La médecine :**

L'alimentation animale augmente indiscutablement les dégâts sanitaires de la "malbouffe" dans les pays riches : cholestérol, cancers, ostéoporose...

Le coût environnemental du traitement médical de ces maladies « de civilisation » n'a probablement pas encore été évalué. On peut toutefois imaginer qu'il est très important !



## **Illusions des omnivores bien-pensant-e-s**

Pour répondre à l'argument: « je ne mange que peu de viande », il faut bien constater que ce n'est pas le cas de tout le monde. La consommation mondiale de viande a plus que doublé depuis 1950. En 1990, la consommation de viande en Suisse avait dépassé la consommation de pain. L'alimentation de ce pays est aussi caractérisée par une consommation élevée de lait et de fromages. Une étude récente s'inquiète du fait qu'une forte proportion de la population ne mange pratiquement pas de légumes. La Suisse n'est bien sûr pas un cas isolé dans les pays industrialisés. C'est donc bien d'une alimentation basée sur la consommation d'animaux que nous parlons. Même si la tendance au cours des années 1990 a été une lente diminution de la consommation de viande et une progression des aliments végétariens "de substitution", l'ensemble de la société n'a pas changé de mode de consommation en 10 ans.

Certaines personnes, en discutant avec des végétalien-ne-s, justifient leur consommation d'animaux par le fait qu'« il faut bien que les vaches et les chèvres broutent l'herbe des prairies et des alpages ». Ensuite, ces personnes en concluent que « la viande, c'est écologique ». Ceci qui sous-entend qu'elles ne consomment que des produits animaux issus du pâturage, ce qui est généralement faux malgré le fait qu'elles "font attention". La réalité est que la majorité du bétail est nourri avec des aliments concentrés :

céréales, soja, farines douteuses, qui doivent être cultivés à cet effet. Leur raisonnement est d'autant plus déplacé qu'il fait référence à un contexte qui n'est plus celui d'aujourd'hui, celui où la production alimentaire était intégrée dans la société paysanne.

Ensuite, comme on l'a vu, l'impact écologique du pâturage peut être considérable. Il est parfois géré de manière soutenable, mais cela dépend fortement des conditions économiques locales, et il est relativement naïf de faire totalement confiance aux lois de protection de l'environnement et aux labels dits écologiques. En effet, ceux-ci définissent un niveau d'exploitation économiquement soutenable, une démarche qu'il peut paraître abusif de qualifier d' « écologique ». D'autant plus que ces règles sont déjà plus ou moins transgressées, et qu'elles surtout ne sont pas généralisables dans le cadre économique actuel.

Posons-nous plutôt la question : quel est le rôle écologique, aujourd'hui, de notre alimentation basée sur l'exploitation des animaux ? Il faut pour cela considérer le contexte dans lequel nous vivons : une société urbaine, industrielle et marchande. Finie l'autonomie alimentaire, bonjour l'agriculture et l'élevage intensifs, l'industrialisation tous azimuts. Même s'il existe encore des berger-e-s sympas et depuis peu des éleveur-euse-s bio, l'écrasante majorité de la production alimentaire est organisée, rationalisée à grande échelle, et représente pour l'économie capitaliste un secteur industriel comme un autre.

## Urbanisation et alimentation

Un des facteurs psychologiques masquant la réalité est le suivant : les habitant-e-s de la campagne sont maintenant intégré-e-s au mode de vie urbain, mais ne veulent souvent pas l'admettre. Ce paradoxe est caricaturé par la ménagère vaudoise remplissant son caddie de viande emballée sous plastique, au supermarché de gros... Un reste de culture alimentaire issue d'un mode de vie paysan, en réalité en déclin depuis plusieurs générations. La production agricole (bio y compris) passe par des grandes centrales de distribution, pour alimenter les supermarchés des villes et des campagnes. Les petites boucheries se font rares, et l'abattage "à la maison" est illégal, car non soumis à l'impôt. Pourquoi un tel système s'est-il mis en place ?

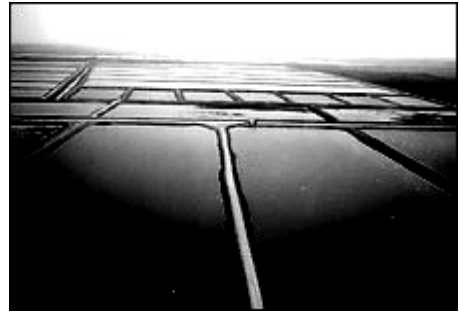
Les régions densément peuplées, les systèmes urbains en particulier, doivent importer des ressources pour s'alimenter. Ceci implique que d'autres régions doivent produire plus que ce qui est nécessaire à leur propre consommation, pour pouvoir exporter vers les villes. Pour s'assurer de leur alimentation continue, les villes doivent s'assurer de la collaboration sans faille des campagnes ou des régions qui les nourrissent, et le font en établissant sur celles-ci des rapports de domination sociale qui les privent de leur autonomie : propriété privée, étatisation, colonisation, industrialisation, guerres. Pensons au colonialisme et à son importance pour le développement des villes et des états occidentaux. Tout au cours de l'histoire, les villes ont progressivement constitué le

lieu du pouvoir, menant les processus de domestication de l'humanité: esclavage, servage et salariat. Le salariat est la forme de domestication qui correspond à la révolution industrielle, et l'exode rural forma le prolétariat industriel, dépendant de l'État bourgeois.

Parallèlement progressa aussi la domination de la nature : de la révolution néolithique à la révolution industrielle, la " nature sauvage " s'est transformée aux yeux des humains en " ressources naturelles ", à mesure que les progrès techniques poussèrent de plus en plus loin les possibilités d'exploitation de la nature. La domestication des céréales permit non seulement à des plus grands groupes humains de se rassembler et créer des villes, mais aussi à des élites de se former dans ces villes autour du savoir technique et du stockage des céréales, indispensables aux populations urbaines qui en dépendaient. C'est le même schéma qui n'a cessé de se répéter depuis : la domestication d'un élément préexistant dans la nature permet à une élite de domestiquer d'autres humains.

Prenons maintenant le contexte actuel des États industrialisés. L'ancienne classe paysanne y est maintenant considérée comme un ensemble de salarié-e-s, qui sont exploité-e-s par divers groupes privés (grands propriétaires, centrales de distribution alimentaires, semenciers, industries des machines agricoles, des pesticides, des antibiotiques, etc...) mais aussi par l'Etat (TVA, impôts fonciers, impôts de succession lors de l'héritage de la ferme, ...) Dans un tel rapport de domination et d'exploitation, les agriculteur-trice-s

luttent pour leur survie et doivent produire à moindre coût, ce que les pouvoirs en place justifient grâce à leur idéologie productiviste.



ci-dessus: élevage de crevettes en Asie

## Le végétalisme contre le productivisme ?

Selon cette idéologie, la voie du progrès est l'augmentation continue de la productivité, c'est-à-dire la diminution des coûts de production par rapport à la richesse produite. Un exemple typique de l'idéal productiviste est l'énergie nucléaire, qui était vantée à ses débuts comme une source d'énergie tellement bon marché que la mesure de sa production coûterait plus cher que la production elle-même (" too cheap to meter "). Ce qu'on voit en pratique, c'est que cette idéologie profite uniquement aux possédant-e-s et néglige les conséquences sociales et environnementales de la production. Le productivisme est en fait la logique de la privatisation des profits et de la collectivisation des coûts (les fameux " coûts externes ").

Ça s'applique bien sûr au nucléaire, mais aussi à l'élevage : l'exigence de minimisation des coûts conduit à la

concentration et à l'industrialisation des élevages, ce qui profite aux capitalistes énumérés précédemment (grands propriétaires, Migros, etc...) et coûte au bien-être des animaux et à la société en général. Gestion publique des pollutions, endettement de la petite paysannerie puis mise au chômage, subventions de la production de viande, de lait, etc... Il est donc faux de dire que les consommateurs bénéficient du faible coût des produits animaux, puisqu'en tant que contribuables, ils assument les " coûts externes ".

Le raisonnement environnementaliste de certain-e-s végétalien-ne-s comporte une dimension économiste qui ne se distancie pas clairement de l'idéal productiviste, car elle inciterait à passer à une alimentation végétalienne pour des raisons d'efficacité économique. On rend ainsi le discours plus « vendable », en ajoutant cet argument à ceux qui contestent l'exploitation des animaux, et la destruction du monde en général. Ces derniers arguments sont pourtant largement suffisants pour un discours écologiste cohérent, que ce soit pour contester l'alimentation prédatrice ou le productivisme.

## **Vers un élevage industriel propre ?**

Les adeptes du développement durable et de l'écologie industrielle voudraient recycler systématiquement les sous-produits animaux dans des nouveaux procédés industriels, offrant du coup des débouchés aux industries animalivores. Premièrement, c'est une illusion que de vouloir tout recycler, pu-

isque tout procédé dégrade de la matière et de l'énergie, comme le décrit le deuxième principe de la thermodynamique. Donc essayer de tendre vers la production "zéro-déchet" se heurte à des problèmes croissants de coûts financiers, énergétiques et matériels. Il y a d'autres limites à l'écologie industrielle: par exemple, les risques de contamination dans le recyclage des farines animales nécessitent qu'une partie des déchets animaux solides soit brûlée (ce qui est un recyclage entropiquement moins efficace que le recyclage de matière). Une fois de plus, le plus efficace et surtout le plus simple est de ne pas consommer les produits polluants que sont les dérivés de l'exploitation animale.

Autre exemple: considérons par exemple le problème des pets de vache. Supposons que ces émanations empêchent la Suisse de respecter le protocole de Kyoto. Les ingénier-e-s se demanderont: comment valoriser ce sous-produit de l'industrie laitière, ce qui nous permettra du même coup de protéger l'environnement ? On peut imaginer de traiter l'air des étables, et il faudrait pour cela que les vaches elles-mêmes y soient confinées et ne voient jamais la lumière du jour. Outre le fait que ce soit contraire aux objectifs de la libération animale, le méthane est surtout trop dilué dans l'air des étables pour être récupéré de manière rentable. On entendra alors la plaisanterie: "Ya qu'à mettre un sac au cul des vaches !" que les ingénier-e-s risquent fort de prendre au sérieux quand on sait la sophistication qu'elles mettent déjà à concevoir des techniques adaptant la vie du bétail aux

impératifs économiques. Imaginons qu'elles trouvent un moyen de fixer une prothèse aux vaches pour capter leurs bio-pets, ce que les vaches apprécieront aussi... Mal(?)heureusement, des économistes de l'environnement viendront expertiser que le coût de ces prothèses dépasse les coûts externes engendrés par l'augmentation de l'effet de serre. Finalement, la solution qui s'impose: créer des vaches génétiquement modifiées pour ne pas polluer. Il paraît que la recherche scientifique y travaille déjà... Et voilà: on saura alors apprécier ces nouvelles manipulations qui réifient (en font des choses) encore plus les animaux, si c'est encore possible, sous des prétextes environnementalistes.



## Ne pas choisir entre les humains et les autres

Nous avons pu constater que, vu ses conséquences environnementales et son utilisation économique, l'alimentation prédatrice contribue à saccager la terre et s'inscrit bien dans l'exploitation généralisée des humains. « Les plantes et les animaux sont chargés de « mettre en valeur » au sens de l'économie politique, c'est-à-dire de transformer en source de profit ce que les firmes produisent. » (J.-P. Berlan, OGM et mystifications scientifiques)

Au lieu de ne faire que déplacer les problèmes, il faut se rendre à l'évidence que le meilleur moyen de réduire la consommation est de ne pas consommer, et que la voie la plus simple pour réduire les déchets est de ne pas en produire. Le végétalisme correspond tout à fait à l'idéologie de la décroissance qui prend actuellement un nouvel élan dans les mouvements environnementalistes.

Au niveau éthique, le végétalisme s'inscrit dans le cadre de l'antispécisme (voir dans les définitions). On peut ajouter que les souffrances des animaux d'élevage sont les souffrances directes que refusent les antispécistes, alors que les dégâts environnementaux de l'alimentation actuelle cause des souffrances indirectes aux animaux en détruisant leurs habitats. C'est une dimension non négligeable des intérêts en jeu dans nos choix alimentaires.

On peut même élargir la perspective, et considérer que le végétalisme s'inscrit dans la philosophie de

l'écologie profonde, qui prône notamment l'égalité morale entre toute espèce vivante, humaine, animale, végétale ou autre, et attribue aussi une valeur propre aux écosystèmes (égalitarisme biocentrique). Il s'agit selon l'écologie profonde de mettre en question non seulement la souffrance (pathocentrisme), mais globalement l'utilitarisme qui nuit au droit à l'existence de la majorité des espèces « inutiles » et condamne les autres à devenir des choses (réification), par exemple pour l'alimentation humaine. Ce point de vue serait d'autant plus cohérent pour un-e végétalien-ne que la destruction des écosystèmes comme les lacs ou les forêts à cause de nos choix alimentaires serait moralement désapprouvé en tant qu'écologiste « profond-e ».



Par contre, aucun de ces courants d'idées n'attaque implicitement les hiérarchies internes à l'espèce humaine. Il existe une tendance chez les végétalien-ne-s, les partisan-e-s de la libération animale et les écologistes profonds à considérer l'espèce humaine comme un tout indifférencié, indépendamment de la position sociale des individu-e-s. Ce qui n'incite guère à combattre l'injustice sociale, ni à analyser les causes internes à la société de l'écrasement de la vie non-humaine. La lutte pour la libération animale aurait tout à gagner de comprendre certaines dynamiques culturelles qui façonnent le rapport aux animaux non-humains et l'idée de

“nature”, pour pouvoir ensuite mieux les contrer.

Un des risques des analyses « a-sociales » est de préconiser de réduire le nombre d'êtres humains par tous les moyens, et d'encourager les épidémies, les stérilisations forcées et les génocides. Certaines déclarations de ce types ont été faites dans les années 1980 par des « deep ecologists » américains. S'il faut effectivement constater d'une part que le niveau actuel de la population humaine n'est pas soutenable pour la planète, d'autre part que l'humanisme exclusif est inacceptable, il est tout aussi inacceptable de proposer des solutions négligeant la souffrance et les intérêts des humain-e-s. Il ne s'agit pas de « venger la nature », car cela reproduit l'erreur fondamentale de considérer l'humanité comme étant séparée de la nature.

Pour éviter ces lourdes erreurs idéologiques, il faut réaliser la complexité de la société, dont tou-te-s les écologistes et les végétalien-ne-s sont issu-e-s, et en tenir compte pour mettre en place des stratégies efficaces. Par exemple, le passage du fast-food à une alimentation écologique et non-prédatrice ne se fera pas s'il manque le plaisir et la convivialité d'une bonne bouffe partagée. En ce qui concerne la contraception, la plus efficace et la plus digne des stratégies de régulation des naissances est une véritable éducation féministe. Dans ces deux exemples, on peut soigner à la fois les intérêts humains et non-humains. Il faut conjuguer la libération animale et le respect de la biosphère en général avec la libération humaine.

## Révolution sociale et écologique !

Il faut aussi pour cela éviter les pièges de l'environnementalisme qui ne rompt pas avec les fondements de la domination et de l'exploitation. L'idéologie du développement durable pourrait-elle récupérer le végétalisme pour sauver le capitalisme ? Le végétalisme semble pourtant en nette opposition avec l'idéologie de la croissance, ne justifiant pas l'existence d'un secteur industriel par sa contribution au PIB, mais jugeant son activité comme étant nuisible en soi.

Dans une perspective libertaire et réellement écologiste, il faut penser le végétalisme dans une perspective de décroissance économique, de réappropriation de l'alimentation. Dans le contexte actuel, être végétalien-ne pousse à cuisiner soi-même, à questionner l'industrialisation. Mais à partir d'un certain seuil de tension écologique et sanitaire que nous sommes en train de passer, l'industrie produira de plus en plus de produits « écologiques et sains » ainsi que végétaliens. Au-delà même des bénéfices d'image pour les entreprises, c'est une question de survie pour un système.

Mais rien ne pousse le système productif capitaliste à dépasser les conditions de production esclavagistes, que ce soit pour du bétail OGM ou des légumes bio. Rien ne le pousse à dépasser le schéma "bouffe de merde pour les prolos, diététique pour les riches". La logique productiviste demeure si on ne renverse pas le système économique qui l'incarne. La lutte pour les intérêts humains doit donc

être intégrée de manière cohérente dans une stratégie antiséciste.

Un des enjeux principaux est de sortir du salariat (à commencer par les travailleurs qui dépendent des industries exploitant des animaux...) et se battre pour atteindre l'autonomie alimentaire et économique, pour l'autonomie politique, l'autogestion. On doit pour cela se défaire de la dépendance et de la domination de l'Occident sur le reste du monde, défier l'urbanisation et l'industrialisation de nos espaces, s'approprier des technologies émancipatrices, combattre la marchandisation du vivant.

Par exemple, selon ce dernier objectif, on peut argumenter qu'en étant plus sain, le végétalisme nous aide aussi à une réappropriation de la santé, évitant de recourir au salaire pour rétribuer le savoir spécialisé de la médecine bourgeoise...

Un courant d'agriculture végétalienne se développe au sein de l'agriculture biologique, montrant qu'il est possible pour des agriculteur-trice-s de s'en tirer sans exploiter les animaux. Certain-e-s écologistes préconisent l' « exode urbain »... Pour nourrir un nombre énorme d'humain-e-s, on peut imaginer des sociétés agro-forestières communautaires, plus nourrissantes que les monocultures, en s'inspirant par exemple de la permaculture. Et si l'on ne peut pas quitter massivement les villes, le végétalisme peut réduire leur rapacité, et rendre plus envisageable l'autonomie alimentaire au niveau régional.

Mais toutes ces stratégies, même si elles ouvrent des perspectives d'autonomisation réelles, risquent

bien d'être insuffisantes, car pour éviter de se cantonner à des expériences marginales, il faut renverser le système en place. En effet, l'histoire montre que l'Etat en tant que système (capitaliste, productiviste, marchand, etc...) s'oppose toujours violemment à ce qui menace sa pérennité, ce à quoi il ne peut pas s'adapter. L'objectif d'une alimentation non-prédatrice, ni pour les humains ni pour les autres espèces, s'inscrit dans une rupture vis-à-vis du rapport à la « nature » qui fonde notre société de domination et d'exploitation. Il y a donc fort à craindre que sans révolution sociale, tant la libération humaine que la libération animale se feront attendre !

**ANIMAL  
LIBERATION**



**HUMAN  
LIBERATION**

## Réflexions sur les liens entre véganisme et société industrielle

Mon envie de cohérence théorique et pratique se heurte parfois à des contradictions. Je préfère l'assumer en examinant ces contradictions, sachant qu'il est de toute façon difficile de proposer autre chose que des utopies lorsqu'on est profondément insatisfait-e de la réalité de ce monde.

Mon envie est de contribuer à une critique cohérente et pratique (je n'y arriverai pas seul...) de l'exploitation animale, humaine et environnementale, du capitalisme et de la société industrielle. Les différents textes que j'ai pu lire ne me satisfont pas, peut-être que j'ai manqué les bons, ou peut-être qu'ils n'existent pas.

Il n'y a pas de contradiction si on limite l'examen à un certain cadre: compassion avec les animaux voire antispécisme, environnementalisme, diététique; mais si on l'étend à l'écologie politique, à la solidarité internationale, à la critique du développement ou de l'industrialisation, à la démarche d'autonomisation, à l'anti-capitalisme... des contradictions commencent à apparaître et des compromis deviennent nécessaires.

Voici 3 raisons pour lesquelles je pense que l'alimentation vegan est actuellement dépendante, et difficilement dissociable, de cette société industrielle:

- Plusieurs types d'aliments de base nécessaires à une alimentation satisfaisante à long terme sont essentiellement importés, notamment la plupart des légumineuses et des

oléagineux, ainsi qu'une bonne partie des céréales (voir Petite enquête sur la provenance des aliments vegan). L'importation implique l'utilisation des infrastructures industrielles de transport et d'approvisionnement d'énergie, et en général une production en masse de la nourriture. Même lorsque le mode d'agriculture est biologique, le développement de la production pour l'exportation implique au moins de petites industries, et la distribution lointaine implique de vraies stratégies commerciales. On pourrait cependant considérer que la planète et la dignité des humain-e-s pourraient supporter de telles structures industrielles, mais à un niveau bien moindre que l'actuel.

- Historiquement, l'agriculture avec traction animale (bœufs et chevaux) a été remplacée par les machines (tracteurs, moissonneuse-batteuse, etc...). On pourrait penser que c'était une chance pour moins d'exploitation animale, mais en parallèle la consommation de viande et de laitages a fortement augmenté et les animaux ont subi, comme on le sait, l'industrialisation de leurs conditions de vie. Est-on forcément en opposition entre traction animale et mécanisation? Pas forcément, si l'on en croit l'approche de la permaculture qui vise à minimiser les apports énergétiques aux systèmes agricoles. Avec succès pour le cas de Fukuoka (voir bibliographie) qui parvient avec de solides connaissances et sous un certain climat à produire céréales, fruits et légumes, sans mécanisation ni animaux et avec

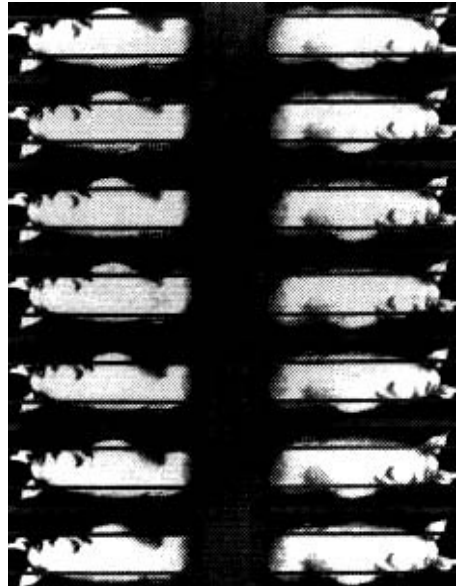
des efforts limités. Cette méthode a été adaptée à des conditions françaises par un agriculteur à Bio-Lopin (près de Lons-le-Saunier).

- Il est de plus en plus admis que la vitamine B12 est totalement absente des végétaux, ainsi que de leur surface lorsqu'il sont bien lavés, et donc que son ajout en complément de l'alimentation végétale est nécessaire à une sécurité alimentaire réelle. Et la vitamine B12 est produite par culture de bactéries et extraction complexe, de manière industrielle. (Voir les informations à ce sujet de la Vegan Society : [www.vegansociety.com/html/food/nutrition/b12/](http://www.vegansociety.com/html/food/nutrition/b12/) ) Actuellement, certaines associations végétaliennes (comme l'ASV en Suisse) continuent à esquiver le problème de la B12, il semble que ça contredirait leur idéologie naturaliste... Des découvertes viendront peut-être d'une source de B12 non animale qu'on pourrait cultiver et préparer artisanalement, mais le scepticisme reste de mise.

Le véganisme est né à l'intérieur de la société industrielle, en réaction à l'exploitation rationalisée à l'extrême des animaux, et ses conséquences éthiques, environnementales et sanitaires. La considération de la souffrance animale en tant qu'individu est philosophiquement issue (nous parlons bien sûr du véganisme occidental, qui ne s'appellerait pas vegan sinon) de courants de pensée dits libéraux, développés dans les classes aisées des sociétés industrielles.

Les conditions d'élevage concentrationnaire révèlent une logique générale de cette société, mais dans les courants de pensée végétalien et

environnementaliste, ce lien n'est pas clair: il s'exprime à travers cette idéologie naturaliste très répandue dénoncée par les antisépécistes (voir **Contre l'apartheid des espèces - À propos de la prédation et de l'opposition entre écologie et libération animale**). Parmi les courants qui tentent d'émettre des analyses radicales sur la logique générale de cette société, je connais deux courants qu'on peut qualifier d'anti-industriels, bien différents.



Le courant anarco-primitiviste de John Zerzan (auteur de "Futur Primitif" et de "Aux sources de l'Aliénation") qui a d'ailleurs influencé mon analyse sommaire de l'urbanisation dans mon texte de 2003. Comme je l'ai expliqué dans les définitions en début de brochure, c'est la vie des chasseurs-cueilleurs d'avant la révolution néolithique déclenchée par l'apparition de l'agriculture qui est présentée comme

l'idéal de l'humanité. Je pense que c'est un idéal trop éloigné de notre culture pour qu'on arrive à aboutir sur une pratique cohérente et en phase avec la réalité. De plus, je suis d'accord avec les critiques (Alain C., « John Zerzan et la confusion primitive », éd. En Attendant, Nancy) disant que l'analyse de l'histoire de l'humanité des primitivistes est biaisée idéologiquement.

Il existe aussi un courant critique de la société industrielle, qui n'est absolument pas naturaliste bien au contraire, mais critique vis-à-vis de l'idéologie du progrès, du scientisme et de la technologie, qui lutte de manière pratique contre le capitalisme et dans une démarche d'autonomisation. On trouve de nombreux textes parus dans le "bulletin Sans-Titre" sur ces sujets sur le site: <http://www.under.ch/sanstitre/>

Ces deux courants se rejoignent sur la critique de l'industrialisation et de la technologie, en disant grosso modo que plus les outils utilisés par les sociétés sont complexes, moins les moyens d'existence des individus restent à leur portée. La perte d'autonomie généralisée (l'aliénation) qui en découle permet l'exploitation sans limite de tout ce qui vit sur cette planète. C'est pourquoi, il faut se réapproprier des outils et des moyens d'existence permettant d'en finir avec l'exploitation.

Mon avis est que cette analyse s'applique aussi à l'exploitation animale, dans le sens que les espèces domestiquées et les autres aussi sont victimes de cette dynamique d'aliénation humaine, et que les luttes anti-industrielles peuvent bénéficier à l'ensemble des individus sensibles,

pour autant qu'une éthique antispéciste en soit partie prenante, autant en théorie qu'en pratique.



# Contre l'apartheid des espèces - À propos de la prédation et de l'opposition entre écologie et libération animale

par Yves Bonnardel

Cet article a été publié dans les Cahiers Antispécistes n°14 (décembre 1996). J'ai retiré les parties du texte qui s'étendent sur la question de la prédation, n'en déplaise à Y. Bonnardel, car je trouve le propos suffisamment clair sans cela, et aussi parce que cette question m'intéresse moins dans le cadre de cette brochure. J'ai aussi supprimé certaines notes.

Que l'homme tue des animaux pour s'en nourrir, c'est une des lois de la nature qui l'a fait carnivore.

Claude Elsen1

Dès que l'on parle de considération égale pour les intérêts de tous les animaux, c'est-à-dire, de donner aux intérêts des non-humains autant de poids qu'aux intérêts similaires des humaines, on se voit opposer une série d'arguments, toujours les mêmes. Revient en particulier systématiquement la référence à la prédation : « Mais les animaux, eux, se mangent bien entre eux ; alors, pourquoi ne devrions-nous pas en faire autant ? » - ou, à l'inverse : « Si on s'oppose à l'exploitation des animaux, il faut aussi prendre position contre la prédation dans la Nature. »

On sait combien il est aisé de répondre à ces objections : les humaines ont justement cette spécificité tant vantée par ailleurs par les spécistes de pouvoir bien plus facilement que les autres animaux changer de comportement pour des raisons mo-

rales. Mais cette réponse, si elle est formellement suffisante, élude une question de fond : la prédation pose en elle-même un problème bien réel, et il est logique qu'y réfléchisse quiconque se soucie sérieusement des intérêts des autres animaux.



Et c'est un problème que l'on tente toujours d'esquiver, tellement il fait passer pour dément celle/celui qui s'essaye à raisonner calmement sur le sujet, et tellement il brise les consensus, y compris au sein du mouvement antispéciste2. Il faut pourtant bien l'affronter. Et s'il risque de diviser, il peut aussi aider à fortifier le mou-

vement, notamment en clarifiant ses positions vis-à-vis de l'écologisme et du naturalisme, cette croyance d'ordre religieux en la « Nature ».

Ma position est celle que S.F. Sapontzis argumente en détail<sup>3</sup> : je considère comme juste de venir en aide à tout individu qui en a besoin, à moins évidemment que le remède ne soit pire que le mal. Je considère juste de chercher à modifier un état de fait (qu'il s'agisse d'une société ou d'un écosystème) dans le sens d'un plus grand bien-être global des êtres concernés.

Je pense qu'une telle prise de position déchaîne les passions pour au moins deux raisons :

- Elle semble impliquer à terme une maîtrise et une gestion totales de la « Nature » et de la vie de ses habitants, alors même que ce que les humaines des pays développés apprécient aujourd'hui dans cette « Nature », c'est ce dont ils/elles ne retrouvent plus guère l'image dans leur propre vie soumise à un très fort contrôle social : la non-domestication, le caractère libre et sauvage de comportements non limités par des contraintes ou des inhibitions sociales... S'identifiant par ailleurs très volontiers aux seuls prédateurs, ces personnes se font fort souvent une image paradisiaque de la « Nature », qui tient malheureusement du fantasme.

- Mais surtout, un fort caractère religieux associé à l'idée de « Nature » fait paraître celle-ci intouchable. Remettre en cause l'« Ordre Naturel », ne plus se tenir à l'habituelle distance respectueuse, envisager sa réforme ! Aïe ! D'autant plus que si « Mère Na-

ture » a aujourd'hui dans beaucoup d'esprits remplacé Dieu, on lui prête en même temps le rôle de victime de la « démesure humaine<sup>4</sup> ».

On présente alors la remise en question de la prédation de manière caricaturale, comme s'il s'agissait d'emblée d'intervenir dans les écosystèmes sans en avoir les moyens, de tuer tous les prédateurs... Alors que nous n'avons jamais affirmé disposer aujourd'hui pour la prédation de solutions globales, ni même souvent particulières, qui ne soient pires que le mal. Une bonne comparaison qui a déjà été faite<sup>5</sup> me semble être celle avec le sida : dans ce cas non plus, nous n'avons pas aujourd'hui de solution globale, radicale, mais il importe néanmoins d'ors et déjà de nous prononcer contre le sida, de nous opposer aux personnes qui se prononcent pour cette maladie et l'acclament par exemple comme une juste punition de Dieu : d'une part parce que ces positions ont en elles-mêmes un impact idéologique important, et d'autre part parce que dès lors que nous sommes contre le sida nous chercherons à le combattre chaque fois que possible, aussi marginaux que puissent s'avérer nos efforts - chaque personne sauvée compte.

(...)

## **Qu'est-ce que le naturalisme ?**

Ce que nous reprochons à l'écologie en particulier, et au naturalisme en général, c'est de ne considérer que la volonté des humaines de voir se perpétuer l'ensemble tel qu'il

est (la « Nature »), sans aucunement se soucier des intérêts des individus concernés au premier chef.

Le naturalisme voit le monde comme une totalité soumise à un « ordre naturel », où tout est ordonné et a une place qui est sa vraie place. Chaque chose « naturelle » possède donc en propre une nature particulière, qui est censée être une sorte de programmation interne pour qu'elle reste à sa place et remplisse bien sa fonction au sein du Tout. La nature (avec un petit n) d'une chose est donc ce par quoi la Nature (avec un grand N) lui dicte quoi être pour réaliser l'« harmonie » de toutes choses entre elles. Cette « Nature », parce que totalité, se voit accorder tout « naturellement » une valeur infiniment supérieure à celle de chacun des rouages la constituant. Du coup la « nature » de chacun de ces rouages, du fait d'être l'expression de Nature, devient une chose essentielle et fondamentale qu'il ne faut pas pervertir sous peine de subvertir l'ordre du monde, sous peine de chaos.

On reconnaît sans peine dans cette description du naturalisme une variation sur les grands thèmes et les mythes fondamentaux de toutes les religions. De fait, le rapport des humaines à cet ordre imaginaire est de type religieux : la « Nature » est sacralisée, on lui prête des intentions, voire on la personnalise. À vrai dire, cet « ordre naturel » est généralement une projection de notre propre système social (ou de celui que l'on souhaiterait instaurer), et l'idée que les humaines s'en sont faites a varié au fil des siècles. Ainsi, on parle plus facilement aujourd'hui d'« équilibre

naturel » que d'« ordre naturel » : car la tendance actuellement dominante est plus à la démocratie et à la participation qu'au fascisme déclaré, plus à une économie libérale qu'à une planification étatique. Mais si le type d'ordre change, l'ordre reste, c'est-à-dire reste la vénération que lui vouent les humaines. En particulier, toute chose dite « naturelle », censée appartenir à l'« ordre naturel », n'existe que par et pour cette totalité. Les choses « naturelles », quelles qu'elles soient, se retrouvent alors toutes sur un plan d'égalité : le moineau, le brin d'herbe, le caillou, chacun concourt à sa manière, en tenant sa place, à la bonne marche de l'ensemble, et ne sera plus perçu que dans ce cadre<sup>8</sup>. Il n'a alors d'autre valeur à nos yeux que relative à sa fonction au sein de l'Ordre, qui seul a de la valeur en propre. Ses intérêts éventuels n'existent qu'à condition d'être la traduction de ceux de l'Ordre, seuls vraiment vrais ; si d'aventure ils paraissent y contrevenir, on les niera en tant que vrais intérêts (désirs « contre-nature » : donc pervers, dégénérés...). Ou bien, dans la louable intention de les réhabiliter, on montrera qu'ils s'intègrent malgré tout au Grand Plan<sup>9</sup>.

Or, ce discours sur les animaux au sein de la « Nature » trouve un parfait parallèle dans certains discours politiques, qui prônent un type de société particulier : où les intérêts des individus, y compris leur vie, ne sont importants que dans la mesure où ils vont dans le sens de la bonne marche de la machinerie sociale ; où, en fait, la valeur des individus est purement relative à celle de l'Ordre social, cet

ensemble auquel ils appartiennent corps et âmes, qui les comprend et les dépasse (les transcende), dans lequel il leur faut être et rester immergés, et dont ils ne sont finalement que les rouages ; ces discours politiques, ce sont les discours totalitaires, fascistes, nazis, staliniens, etc. (si les démocrates aussi considèrent « nécessaire » la main-mise sociale sur les individus, c'est-à-dire, l'existence d'un ordre social, leur discours par contre met l'accent plutôt sur la liberté de la personne que sur sa sujétion autoritaire à la totalité).

Le discours naturaliste est explicitement totalitaire, en ce qu'il se place du point de vue d'une totalité abstraite de ses composantes, tout en étant censée représenter ces mêmes composantes. Il faudra sacrifier les intérêts de certains individus, voire de tous, pour que la « Nature » (comme la société dans les idéologies sociales) marche harmonieusement. Leur souffrance n'importe pas, seule compte la totalité, qui seule existe réellement : des morts et souffrances individuelles, on ne tire donc pas la conclusion qu'il faudrait réfléchir à comment vivre autrement et mieux, car elles sont neutralisées, transcendées et sublimées par leur prétendue fonction au sein de cette entité sublime et transcendante qu'est le Tout.

(...)

## **Le naturalisme et les dominations intra-humaines**

Le discours qui veut que les intérêts de certains individus n'importent qu'en fonction de leur utilité pour autre

chose qu'eux-mêmes, est le discours type de toutes les dominations.

L'effet principal d'un tel discours, qui est aussi son but et sa fonction, est de nier l'importance de leur intérêt propre, qui apparaît nécessairement dérisoire et ridicule d'être toujours associé/comparé à un « intérêt » supérieur, le plus souvent carrément grandiose et, disons-le, sacré : celui de la « Nature », par exemple, ou de l'« Humanité » ou de n'importe quelle autre notion sacralisée.

De fait, toutes les dominations intra-humaines tendent à ramener les dominées à une appartenance à la « Nature », cet « ordre » qui est le règne de la fonctionnalité, du déterminisme, de la valeur relative à autre chose que soi-même, et donc de la non-individualité. Les dominantes tout au contraire sont censées appartenir pleinement à l'« Humanité », c'est-à-dire, au règne de l'autonomie, de la liberté, de la valeur en soi, de l'individualité, etc16.

Les témoignages ne manquent pas, au gré des sociétés et des époques, sur la « naturalité » des esclaves, des femmes, des enfants, des animaux, mais aussi, du peuple, des fous, des marginaux, des criminelles, des homosexuelles, et, bien sûr, également des Noires et des peuples colonisés... Leur place naturelle dans l'ordre naturel correspond toujours à la fonction et à la place qui leur sont/étaient dévolues socialement ; si les dominantes sont libres17, les autres, êtres naturels, sont au contraire programmés à rester à leur place par la « Nature » en général, et par leur propre « nature » en particulier, pour

la plus grande gloire de l'harmonie du monde.

Cela signifie que les dominations elles-mêmes sont toujours perçues comme naturelles, comme faisant partie de l'Ordre naturel des choses : toutes les dominations « précapitalistes »<sup>18</sup> se trouvent légitimées par une divinité ou par l'Ordre naturel et ne doivent pas être remises en question, sous peine bien sûr de chaos. Ainsi l'esclavage fut-il toujours considéré comme une institution naturelle... Ainsi une féministe contemporaine remarque-t-elle que l'on considère encore et toujours le patriarcat comme « un équilibre » et comme un « ordre naturel<sup>19</sup> »...

C'est pourquoi pratiquement tous les mouvements réactionnaires, pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre, font appel au naturalisme, qui pour légitimer le patriarcat, qui pour justifier le racisme, l'eugénisme, la monarchie, la guerre<sup>20</sup> ou le retour des « hiérarchies naturelles », qui pour combattre la licence des mœurs, l'homosexualité, la perte du masculin et du féminin...

(...)

L'humaine sage est ainsi celle/celui qui en accord avec l'ordre fondamental sait pallier au manque de nature de la vie de société :

*La répartition de la population d'un pays en différentes classes, n'est pas un effet du hasard, ni de conventions sociales, elle a une base biologique profonde... Il faut que chacun occupe sa place naturelle... La présence de groupes étrangers indésirables du point de vue biologique est*

*un danger certain pour la population française*<sup>23</sup>.

et :

*Il n'y a pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel*<sup>24</sup>...

## **Humanisme, naturalisme, même médaille !**

Le naturalisme est fondamentalement, on le voit, l'idéologie du respect de l'ordre et des dominations ; si son rôle commence à être connu et compris à propos du racisme ou même du sexisme, il passe systématiquement inaperçu en ce qui concerne le spécisme ; celui-ci semble si naturel ! Les meilleurs critiques n'ont généralement pas pensé une seconde que leurs analyses puissent aussi s'appliquer aux autres animaux : les humanistes se sont attaquées, au fil des siècles et de l'évolution sociale, à l'idée que des humaines puissent ressortir de l'ordre de la « Nature », mais cette critique s'est (presque) toujours arrêtée aux frontières de l'humanité. Simplement, on en est arrivé au point où il y a un ordre humain, social, règne de la liberté et de l'individualité, et un ordre non humain, naturel, royaume du déterminisme et de la fonctionnalité. Toutes les humaines font désormais tendanciellement partie du premier groupe, tous les non-humains sont irrévocablement relégués dans le second. Au moins, c'est simple.

C'est là la construction idéologique type, fondamentale à travers l'opposition millénaire entre « Nature » et « Humanité », ces deux concepts étant les purs produits idéologiques et

imaginaires d'un monde fondé sur les dominations.

C'est cette partition du monde en « Humanité » et « Nature » qu'il faut remettre en cause, non pas comme ceux/celles qui voudraient replonger les humaines dans l'Ordre naturel, mais en se débarrassant de ces concepts mêmes, et en particulier de l'idée qu'existe un Ordre naturel. C'est à cette condition seulement que pourront réellement être pris en compte les intérêts des autres animaux, pour eux-mêmes. Imagine-t-on que la lutte contre le racisme ou le sexisme aurait pu progresser tout en continuant à voir les Noires ou les femmes comme faisant partie d'un Ordre naturel dont les hommes blancs, par contre, auraient émergé ?

(...)

Spinoza critiquait déjà au XVII<sup>e</sup> siècle la vision selon laquelle l'« Humanité » serait comme un Empire dans un Empire (la « Nature »), le royaume de la liberté au sein du règne du déterminisme. Mais en fait, les humaines distinguent bien deux mondes, « Humanité » et « Nature », mais juxtaposés, existant côte à côte en interaction. Ils/elles les posent ainsi comme deux Ordres différents, comme deux nations qui entretiennent un commerce, mais qu'un fossé sépare. Dans cet ordre des choses, il faut que les vaches soient bien gardées : les animaux doivent rester dans la « Nature », pour obéir à leur nature et remplir leur vocation naturelle, et les humaines doivent rester humaines, et continuer d'obéir à leur humanité, à leur liberté, à leur dignité : à leur haute idée d'eux-mêmes, d'elles-mêmes.

Cette partition idéologique nous interdit d'envisager une solution au problème de la prédation, nous interdit de penser que les non-humains pourraient avoir droit au progrès vers plus de bien-être auquel aspirent les humaines. Elle impose le développement séparé, l'apartheid des espèces : d'un côté, la « sélection naturelle », la « loi de la jungle », et de l'autre, les exigences de justice. Cependant, toute solution au problème de la prédation, dès lors qu'elle n'engendrerait pas de nuisances plus grandes que celles qu'elle soulagerait, serait souhaitable du point de vue des principaux concernés : même un monde contrôlé et géré de A à Z par les humaines serait un progrès s'il était de ce fait plus agréable à vivre pour ses habitants que ne l'est l'actuel. Et, effectivement, sur quel autre critère voudrait-on sérieusement en juger ? Un tel monde perdrait beaucoup, peut-être, en liberté, en imprévisibilité, en autonomie, en poésie... Mais ce que nous



aurions, « nous », humaines, à perdre à une telle entreprise est à confronter avec ce que tant d'autres auraient à y gagner.

C'est donc contre la partition idéologique du monde en deux Ordres que doit s'élever l'antispécisme, contre l'apartheid des espèces qui en découle.

## Écologie et libération animale

Nous avons souvent parlé dans les Cahiers de notre position face aux mouvements progressistes humanistes. Mais nous n'avons par contre guère abordé la question des rapports que peuvent entretenir les mouvements écologiste et antispéciste.

Dans quelle mesure les valeurs et les visions du monde que véhiculent ces deux mouvements sont-elles compatibles ? Et, question différente, dans quelle mesure peuvent-ils s'allier sur le terrain ?

Premier point, le niveau idéologique : l'antispécisme se préoccupe de la survie et du bien-être des individus, ce qui n'est pas le cas de l'écologie - lorsqu'elle feint de le faire, c'est que les individus en question sont dotés de caractéristiques qui n'ont à voir avec leur vie que de façon accidentelle, comme le fait pour les ours, les baleines ou les loups d'appartenir à une espèce en voie d'extinction, et de faire positivement relief et symbole dans l'imaginaire des humaines. Elle adopte et renforce des valeurs naturalistes : la « Nature » est une valeur en soi, il ne faut pas y toucher, sinon tout s'écroule : c'est la position deep-écol-

ogiste, partagée peu ou prou par toute une chacune. Ou bien elle garde les valeurs humanistes : la « Nature » est notre environnement (à « nous », humaines), et est comme telle un capital (financier, culturel, esthétique...) que nous ne devons pas gaspiller, mais entretenir et faire fructifier plutôt que consommer sans jute et détruire : c'est la position des environnementalistes. La « Nature » est alors un patrimoine que l'on doit restaurer comme on le fait des vieux bâtiments chargés d'histoire, ou que l'on doit sauvegarder comme les musées sauvegardent et mettent à la disposition du public les oeuvres d'art (c'est ce que sont les réserves naturelles). À cela s'ajoute bien sûr la prise en compte du fait que l'avenir de l'humanité est tributaire d'un environnement pas trop pathogène<sup>26</sup>.

Écocentriste ou anthropocentriste, l'écologie reste donc fondamentalement spéciste<sup>27</sup>, soit en posant les non-humains comme parties de la « Nature », soit en les incluant dans la notion d'environnement.

Une fois le constat opéré des divergences politiques, des convergences d'ordre pratique restent-elles possibles ?

Le bien-être des êtres sensibles nécessite un environnement qui leur soit adapté, et la crise « écologique » actuelle concerne un nombre incalculable d'animaux dont nous ne savons rien ou presque, justement parce qu'ils ne sont pas nos commensaux. Des milliards d'êtres sensibles voient leurs conditions de vie se détériorer, leur environnement habituel disparaître, la nourriture leur manquer...

Ce n'est pas la « Nature » qui est victime des pluies acides qui désertifient des centaines de lacs, des irradiations qui ont contaminé de vastes territoires (Tchernobyl), des automobilistes, des déboisements, des marées noires à répétition, des insecticides... ce sont des individus fort concrets, mais que l'on ne voit pas affamés, empoisonnés, asphyxiés (les poissons et autres dans les lacs), irradiés... et qui pour cela restent abstraits dans notre imaginaire.

Je ne crois absolument pas que la « Nature » soit l'environnement optimal pour la plupart des individus de la plupart des espèces. Par exemple, il y a des chances que « nos » poules, vaches, chèvres dans « nos » prés aient une existence plus tranquille et plus heureuse que leurs ancêtres sauvages du temps où pullulaient encore les prédateurs : mis à part le fait qu'elles seront en fin de compte tuées, elles sont parfois protégées correctement, à l'abri, soignées, nourries, etc. Mais si un animal sauvage n'est pas nécessairement au paradis sur terre, il reste que « polluer » son environnement est une façon de le rendre plus dangereux (produits nocifs) ou moins adapté encore (disparition ou raréfaction de certains aliments...), et donc de réduire son bien-être<sup>29</sup>. De même, les dangers liés au nucléaire, à la voiture, etc., le concernent ; voilà des terrains d'entente pratique avec les écologistes.

Par contre, il peut y avoir divergence et opposition lorsque ces dernières veulent réintroduire des prédateurs ou des proies, si ça va dans le sens d'une plus grande souffrance générale. Ou

s'ils/elles veulent conserver un écosystème particulièrement effroyable (par exemple, l'exemple déjà donné des hyènes qui déchirent leurs proies vivantes...) au nom de « c'est naturel ! ». Et, si un jour on trouve des moyens d'intervenir à grande échelle, il est clair que les divergences se creuseront et deviendront de vrais antagonismes pratiques.

Mais pour l'heure, le problème concernant une alliance actuelle sur les luttes pratiques où écologie et libération animale peuvent se retrouver (comme les pollutions de rivière ou le nucléaire) est d'ordre idéologique : nous avons une vision du monde nouvelle, ultra-minoritaire et très mal acceptée ; comment pouvons-nous éviter qu'elle ne soit engloutie dans le naturalisme commun, et qu'au contraire elle fasse relief et apparaisse clairement ?

L'un des messages qu'il est important de faire passer est qu'il peut justement y avoir divergence entre les intérêts des individus non-humains et ceux qu'on attribue abusivement au « Système », au « Tout » (« Nature »). Montrer que les animaux sont des individus, qui ont des intérêts propres. Mais comment dégager un tel message dans une lutte environnementale ? Bien que la marge d'intervention soit particulièrement étroite si l'on veut que l'antispécisme soit compris précisément, il reste la possibilité, me semble-t-il, de reprendre un discours purement environnementaliste, disant que « notre » environnement joue un rôle fondamental dans « notre » bien-être, mais en incluant bien sûr explicitement les êtres sensibles

non-humains dans ce « nous ». Et en n'hésitant pas à insister sur le fait que, si leur vie n'est vraisemblablement déjà pas évidente (maladie, prédation, recherche de nourriture, problèmes divers de relations, etc.), ce n'est pas la peine d'en rajouter, d'autant qu'ils sont généralement plus vulnérables que les humaines, ne serait-ce que parce qu'ils ont moins de possibilités de maîtriser leur environnement. Un discours où la notion d'environnement vient casser la traditionnelle dichotomie « Nature »/ « Humanité » (ce que ne fait pas le discours environnementaliste anthropocentrique, puisqu'alors la notion d'environnement recouvre celle de « Nature »), d'une part en mettant tous les êtres sensibles dans la catégorie de ceux qui ont besoin d'un environnement adapté et d'une certaine qualité de vie, et d'autre part, en n'hésitant pas non plus, lorsqu'il y a lieu, à inclure les humaines dans la notion d'environnement : les activités humaines, et les produits de ces activités sont une partie de notre environnement, ainsi que de celui de nombreux autres animaux - au même titre que ce qu'on appelle « Nature ».

## **Lutte pratique et lutte théorique**

Tout cela semblera peut-être à certaines bien abstrait, et on invoquera sans doute l'urgence qu'il y a à intervenir pour éviter les destructions des écosystèmes, avec en toile de fond l'idée que les divergences d'idées paralyseraient inutilement les actions pratiques et que ce sont ces dernières qui comptent. Beaucoup ne comprennent pas que nous considé-

ons si important d'attaquer l'idée de Nature, ce « fantasme » naturaliste. C'est que nous croyons que la lutte se fait pour l'instant sur le terrain des idées, qu'elle durera de toute façon au moins des décennies, et qu'elle ne pourra tirer sa force que de la justesse et de la précision des théories et des analyses que nous pourrons faire ; et que le temps n'est pas où cela aurait un sens politique d'agir concrètement (sauver quelques lapins ou rats) : aujourd'hui, les actions doivent avoir pour but essentiel de faire passer les idées et cette nouvelle appréhension des animaux que nous voulons voir se répandre : les actions ne sont pas une fin en soi, mais d'abord un moyen au service de nos idées. La priorité n'est pas à la pratique pour la pratique, mais à la propagation de notre point de vue, qui passe entre autres par les analyses politiques et les théories morales, dont les actions pratiques à l'heure actuelle doivent être les tremplins<sup>30</sup>. C'est pourquoi nous accordons tant d'importance à la critique idéologique et culturelle du spécisme, et, tout particulièrement, du naturalisme ; c'est pourquoi il nous est si important de nous distancier de l'écologisme, de le critiquer, et de faire comprendre précisément ce qui nous en distingue et nous y oppose.

Nous ne pensons pas que la critique, parce qu'aujourd'hui elle divise, doit attendre les beaux jours : la critique de l'écologie par exemple n'a jamais empêché des antispécistes de lutter contre le nucléaire ou les voitures, etc. Certes, la question de la prédation est un des écueils les plus dangereux sur lesquels risque d'échouer

la libération animale, justement parce qu'elle affronte directement l'idéologie dominante sur un point extrêmement sensible ; mais c'est faire l'impasse sur ce point, et non relever le défi, qui signifierait sans doute à plus ou moins long terme le naufrage.

Notes :

1. J'ai choisi les animaux, éd. Stock, 1970, p. 62.

2. Bien des militantes de la libération animale tentent d'esquiver la question de la prédation au moyen d'un ou plusieurs des trois arguments que réfute S.F. Sapontzis dans les premières pages de son article « Sauver le lapin du renard ? », dans le présent numéro des Cahiers, p. 9.

3. Article cité.

4. Cf. Clément Rosset, L'Anti-Nature, coll. Quadrige, P.U.F., 1973 (livre indispensable, critique radicale du naturalisme) ; Robert Lenoble, Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature, Albin Michel, 1969 ; Keith Thomas, Dans le jardin de la Nature : la mutation des sensibilités en Angleterre à l'époque moderne (1500-1800), NRF, Gallimard, 1985.

8. Cf. « L'homme, l'Animal, la Nature, la Société... » dans la brochure Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux (références en avant-dernière page de ce CA).

9. L'homosexualité était clairement une perversion au début de ce siècle ; aujourd'hui, on lui trouve des « fonctions naturelles ».

16. Cf. Y. Bonnardel, « De l'appropriation... à l'idée de Nature », dans Cahiers antispécistes n°11, article qui présente une thèse de Colette Guillaumin, (Sexe, Race, Pratiques du pouvoir et idée de Nature, éd. Tierces, 1992) en l'étendant à une analyse du spécisme.

17. Cf. Y. Bonnardel, Une liberté qui subjugue, brochure éditée par l'auteur, novembre 1994.

18. La société capitaliste tire au contraire une grande légitimité idéologique en se posant comme le produit de l'activité et de la volonté des humains, et non pas justement de la « Nature », et en opposant donc radicalement liberté humaine et instincts naturels. cf. Broch. cit.

19. Amy, « Sous les cerisiers... », dans la revue Marie pas Claire, n°8, mai 1996 : « ... la

raison pour laquelle on voit partout une telle haine des gays, des lesbiennes et des bisexuelles, c'est que ceux-ci menacent la stabilité, le soi-disant équilibre du patriarcat. Leur existence nie clairement ce que certains aiment à appeler "l'ordre naturel" de la société patriarcale. » En remarque : c'est pourquoi, comme nous l'avons souligné ailleurs, on parle si volontiers des homosexualités en termes de perversion ou de dégénérescence...

20. « ... Alors, il faut dominer la peur et transformer la nuit angoissante en complice. Tous les sens en alerte, le chef dirige ses hommes, autant avec son instinct qu'avec sa science militaire. Il sait où il veut aller et il sait si la voie est libre. Le chef devient chasseur, retrouvant un instinct animal primordial. » Article « Les commandos de chasse en Algérie », dans un fascicule hebdomadaire de décembre 1985 de Troupes d'élite (Éd. Atlas).

23. Alexis Carrel, février 1943, cité par Richard Coeurde dans « Voyage en Lepénie : extrême-droite et écologie », Silence n.158, octobre 1992.

24. Jean-Marie Le Pen, Les français d'abord, éd. Carère/Lafont, 1984, cité par R. Coeurde, ibid.

26. L'environnementalisme humaniste est l'idéologie et la position officielles des pouvoirs nationaux ou internationaux : en 1969, les Nations-unies et l'Union internationale pour la Conservation de la Nature ont défini la « conservation » comme étant l'« utilisation rationnelle de l'environnement permettant de réaliser la plus haute qualité de vie possible pour l'humanité ».

27. Certains deep-écologistes cessent toutefois d'être spécistes lorsqu'ils commencent à dévaloriser également les intérêts des individus humains au profit de « l'intérêt bien compris » de Notre Mère la Terre : hélas... !

29. Encore que... Les « pollutions » en favorisent souvent certains en en défavorisant d'autres. Exemple : les pesticides, même dans l'hypothèse où les insectes ne souffrent pas, engendrent très vraisemblablement par effet indirect des situations atroces. Mais, par ailleurs, c'est en raison de leur utilisation que les rapaces tendent à disparaître : leurs œufs n'éclosent simplement pas. Leur souffrance semble limitée à une éventuelle frustration de ne pas avoir de petits ; et leurs proies potentielles sont par contre plus tranquilles...

## La géopolitique du soja

Qui se méfie du soja ? Fleuron de la nourriture végétarienne, qui dit soja entend nature, équilibre, santé... Alors quelle surprise de découvrir que ce légumineux fait aujourd'hui souffler un vent dévastateur sur la forêt amazonienne! (TSR05)

En y regardant de plus près, on découvre aussi que cette graine est au cœur d'enjeux géostratégiques mondiaux depuis la deuxième guerre mondiale. En effet ce n'est pas en tant qu'aliment diététique, mais en tant que fourrage pour l'élevage industriel que le soja joue un rôle important dans les exportations agricoles des Etats-Unis, et plus récemment du Brésil et de l'Argentine.

### Origine du soja

Vers le 3ème millénaire avant J.C. dans les plaines de Mandchourie. Longtemps, cette légumineuse ne fut utilisée qu'en tant qu'engrais vert. En Chine, son véritable développement remonte à la fin du XIXe et c'est là que se concentre alors l'essentiel de la production mondiale. Les premiers essais de production de soja en Europe (fin du XVIIIe) et en Amérique du Nord de furent guère convaincants. (LM04)

### Implantation aux USA

#### Mécanisation et remplacement de l'avoine

Avec la mécanisation de l'agriculture entre deux guerres et après, l'avoine produit pour l'alimentation des chevaux dans la « Corn Belt » de la ré-

gion des Grands Lacs aux USA, était en surproduction puisque la traction animale disparaissait. Le développement du soja pour le fourrage des animaux de boucherie, parallèlement à l'explosion de la consommation de viande et l'intensification de l'élevage, a permis de créer un nouveau débouché pour l'agriculture américaine en voie d'industrialisation. Dès les années 40 se met un place un modèle incontournable « mais-soja », et de 1950 à 1982, la production de soja passe de 7,5 à 60 millions de tonnes. (Berlan, LM04)

#### Exportation vers l'Europe, sur-production

Le soja domine le marché américain des matières grasses et protéiques, mais il devient aussi indispensable aux élevages modernes, en Europe et au Japon. Premier importateur mondial de graines et de tourteaux, l'Europe se place dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de son fournisseur.

Le 27 juin 1973, le président Nixon décrète un embargo sur les exportations américaines de soja. 2 raisons : La production américaine était déficitaire cette année-là, mais surtout les négociations du « Tokyo Round » du GATT (ancêtre de l'OMC) commençaient et les USA voulaient montrer aux européens et aux asiatiques la puissance de leur arme alimentaire.

2 réponses de l'Europe : réduire la dépendance, par exemple le « plan protéines » en France visant à développer la production nationale ; diversifier

fier les importations, avec l'entrée en scène du Brésil. (LM04)

## Du Brésil, retour vers la Chine

Production de soja en 2003

Monde : 198 000 000 tonnes

UE : 640 000 tonnes

France : 153 000 tonnes

(www.sojasun.com)

Du soja, il en faut désormais des millions et des millions de tonnes supplémentaires et, pour cela, d'immenses champs à cultiver. Où donc pouvait-on trouver de telles surfaces ? Aux États-Unis ? Non, le plus gros exportateur mondial de soja a déjà atteint la limite de ce qu'il peut produire. Et puis, le soja transgénique n'est pas vraiment en odeur de sainteté en Europe qui est tout de même le plus gros importateur de soja de la planète. En Chine alors ? Là, c'est l'eau qui manque. Ainsi, le pays est dernièrement passé du statut d'exportateur à celui d'importateur. Une petite révolution qui fait les affaires du troisième plus gros producteur de la liste: le Brésil. (TSR05)

### Exportation Brésil/Argentine, déforestation en Amazonie

La politique de développement du Brésil mise à fond sur l'exportation de 2 matières premières l' « or noir » = le pétrole, et l' « or vert » = le soja.

Evolution de la production :

1964 0,5 Mt

1979 10 Mt

2004 50 Mt

2007 75 Mt (prévision) (LM04)

En même temps, les exportations américaines de soja, principalement OGM chutent de 40% en 2004. (MD06)

L'extension des surfaces dédiées à la culture de soja devient la principale cause de la déforestation de l'Amazonie, qui est en passe de causer des graves pénuries d'eau au sud du Brésil avec la perturbation que ça cause au climat continental... Alors que les sols trop fragiles ne sont rentables que les 4 ou 5 premières années ! (TSR05)

Depuis 1996, la culture de soja OGM Roundup Ready de Monsanto s'est massivement implantée aux USA et en Argentine. Dans ce dernier cas, cette culture est responsable de la destruction de 2 millions d'hectares de forêt, du remplacement du pâturage extensif dans la Pampa et de l'expulsion de milliers de paysans de leurs terres au profit des multinationales, alors que la malnutrition touche aujourd'hui 8 millions d'argentins. (www.monde-solidaire.org, www.greenpeace.org, Perez-Victoria)

De plus, il est difficile d'imaginer résoudre le problème de la faim grâce au soja (bien que des tentatives au financement intéressé soient en cours), non seulement parce que c'est un problème social, mais aussi parce que le soja n'est pas considéré comme un aliment dans la culture argentine, mais plutôt comme une nourriture pour animaux...

Ces dernières années, c'est au Paraguay que s'est rapidement imposée la culture de soja OGM, avec son cortège de pollutions aux glyphosate (principal pesticide utilisé dans

la culture du soja) et d'appropriation violente des terres. Fait intéressant: une conférence internationale sur le « soja durable » en septembre 2006, organisée au Paraguay par des grandes ONG écologistes européennes (et notamment la Coop, deuxième chaîne suisse de supermarchés), a mobilisé contre elle toute la société civile paraguayenne! Et pour cause: les mouvements sociaux ne veulent pas d'une monoculture d'exportation un peu plus écologique, elles veulent sauver la paysannerie et empêcher l'exode rural, c'est-à-dire empêcher la destruction de la société paraguayenne. C'est un exemple concret du manque de conscience sociale des mouvements environnementalistes occidentaux.

### **Fourrage, consommation de viande en Chine**

En quelques années, la Chine est devenue le premier consommateur mondial de soja. L'amélioration du niveau de vie avec le développement des classes moyennes, un régime alimentaire plus riche en viandes crée un besoin accru d'aliments de fourrage, donc de soja.

En même temps, les surfaces consacrées au soja en Chine ont peu évolué. Les importations sont passées de 2 Mt en 1996 à 20 Mt en 2004. Ironiquement, la patrie historique du soja devient maintenant un pays consommateur dépendant.

Maintenant, le moindre éternuement de la Chine fait trembler les nouvelles Bourses de Sao Paulo au Brésil et de Dalian en Chine. Le 2 avril 2004, les autorités chinoises mettent en quarantaine plusieurs navires chargés de soja brésilien, provoquant ainsi un

vent de panique sur les marchés, où la graine de soja atteint le prix record de 10,50 \$ le boisseau (+75% par rapport à 2003). (LM04)

### **Pénétration des OGM au Brésil**

Lors de l'élection de Lula à la présidence du Brésil, en 2002, il fit la promesse d'interdire les OGM. Mais étrangement son nouveau ministre de l'agriculture siège au conseil d'administration de la fondation Bunge, l'une des grandes multinationales du marché des semences. En octobre 2003, l'Etat du Rio Grande do Sul autorise la commercialisation puis la culture du soja transgénique et en mars 2005 l'Etat fédéral brésilien approuve la « loi de biosécurité » qui ouvre la voie à leur commercialisation. La constitutionnalité du texte est mise en doute, mais il constitue déjà une victoire importante pour la demi-douzaine de multinationales (Monsanto en tête) qui se trouvent en bonne voie de s'assurer un monopole et une rente permanente dans un marché inexistant il y a encore vingt ans. En 2003, la décision du gouvernement de surtaxer de 35 % les importations de glyphosate chinois sans toucher celui de Monsanto montre que l'agribusiness américain tire son épingle du jeu avec succès. Selon le gouverneur de l'Etat du Paraná, qui a tenté de refuser le passage du soja OGM dans son port de commerce, « S'ils parviennent à généraliser l'utilisation des transgéniques, ils parviendront à contrôler notre production. » (MD06, [http://www.infogm.org/article.php3?id\\_article=1440](http://www.infogm.org/article.php3?id_article=1440))

### **Alternatives et résistances**

La prise de conscience des enjeux du commerce du soja peut passer par des alliances large entre diverses mobilisations:

- des mouvements écologistes contre la déforestation et les transports mondialisés,

- des associations de défense des consommateurs-trices contre les OGM,

- des mouvements végétariens contre l'absurdité de la production de protéagineux pour l'élevage industriel

- des mouvements de petits paysans contre les expropriations et l'agribusiness

- des mouvements anti-mondialisation contre le néo-colonialisme des multinationales et des Etats.

### **Résistance aux OGM**

Outre les résistances des paysanNEs, l'opposition des consommateurs-trices en Europe et en Asie fait une forte pression sur les gouvernements, ce qui semble être le principal obstacle à la généralisation des OGM. Par exemple, trois pays au sud de l'Afrique ont refusé de l'aide alimentaire OGM américaine, car une contamination des cultures locales nuirait aux exportations vers l'Europe.

Ou encore : La Norvège a signé un accord avec le Mozambique pour la fourniture de soja non transgénique ([http://www.infogm.org/article.php3?id\\_article=1440](http://www.infogm.org/article.php3?id_article=1440))

Le 28 janvier 2005 le port de commerce de Lorient est bloqué à l'appel du Collectif des Faucheurs Volontaires, de la Confédération Paysanne et de Greenpeace par des centaines

de manifestant(e)s, pour bloquer le déchargement de 32000 tonnes de tourteaux de soja génétiquement modifié, en provenance d'Argentine. Ce soja était destiné à l'alimentation des élevages porcins en Bretagne. C'est ainsi que des millions de tonnes de soja OGM sont aujourd'hui introduits dans la chaîne alimentaire via l'alimentation animale. ([www.monde-solidaire.org](http://www.monde-solidaire.org), [www.greenpeace.org](http://www.greenpeace.org))

### **Végétarisme et soja bio**

Le développement destructeur de la culture du soja est lié à l'avènement de l'élevage industriel, et c'est un argument de poids en faveur du végétarisme. Environ 90% des graines de soja produites en France en 2002 ont été utilisées dans l'alimentation animale. ([www.sojasun.com](http://www.sojasun.com)) Aux Etats-Unis les animaux mangent 70% des céréales totales consommées ([biogassendi.ifrance.com/protveget.htm](http://biogassendi.ifrance.com/protveget.htm))

En tant que végétalien, je me suis demandé d'où provenait le soja que je consommais, dépendant de la marque:

Provamel: USA + Europe + ?

Soyana: Europe

Progana: Brésil ou Suisse

Coop/Migros: Argentine

Soy: France (Novartis)

Sojasun: France (pas bio)

#### Bibliographie

(LM04) Philippe Chalmin, La fascinante géographie du soja, in Le Monde du 7.9.04

(MD06) Renaud Lambert, Main basse sur les terres du Paraná brésilien, in Le Monde Diplomatique, janvier 2006

(TSR05) Territoires 21, Amazonie: une menace nommée soja, émission du 30 mars 2005

## Petite enquête sur la provenance des aliments vegan - Sortir du végétalisme colonial?

Comme on le voit dans le chapitre précédent (“**La géopolitique du soja**”), un régime carnivore utilise nettement plus de soja importé pour le fourrage qu’un régime végétalien pour le lait de soja et le tofu. Certes, mais le soja pousse très bien en Europe, non?

De même, de nombreuses cultures sont abandonnées. Pour prendre un exemple, de nombreux noyers sont abandonnés dans la région où j’habite. Il est facile de produire localement une plus grande partie de noix partie des noix consommées ici, au lieu d’en importer du Chili sans même replanter d’arbres, puis d’en planter plus.

Lorsqu’on examine le menu des repas végétaliens, ou qu’on farfouille dans sa cuisine, on remarque qu’une bonne partie des produits sont importés de régions lointaines... En effet, ni le régime végétalien, ni le cahier des charges de l’agriculture biologique, n’imposent de se soucier de la provenance géographique des produits. Et vu mes opinions, mes choix de vie et autres tentatives d’atteindre une certaine cohérence, ça soulève pour moi toute une série de questions, auxquelles je ne trouve pas forcément de réponse, mais vis-à-vis desquelles je trouve important de prendre position.

– Combien de pétrole est nécessaire au transport de mes aliments vegan?

– Quel est l’impact de cette consommation cachée sur l’augmentation de l’effet de serre?

– Quand le prix du pétrole explosera à cause de sa rareté inéluctable, un régime végétalien équilibré va-t-il devenir inabordable?

– Dans quelles conditions de travail ces denrées sont-elles produites ?

– Est-ce que je soutiens le régime politique et les agissements du pouvoir dans le pays d’origine de ces aliments (pour autant que le régime soit vraiment pire qu’ici) en les achetant ?

– Les filières de distribution pour amener ces produits d’aussi loin jusque dans ma cuisine ne sont-elles pas forcément centralisées, donc tendanciellement capitalistes ?

– Ces pays lointains qui produisent ma nourriture doivent-ils exporter avant de nourrir leur propre population?

– Le modèle agricole visant l’exportation des produits n’est-il pas toujours basé sur la monoculture, mettant ainsi en danger les bases des sociétés paysannes en même temps que la diversité végétale?

– Le commerce équitable est-il généralisable? Le commerce équitable généralisé serait-il soutenable?

– Ce privilège issu du colonialisme de pouvoir constamment et sans

souci déguster des aliments exotiques, ai-je envie d'en profiter?

Quand je dis issu du colonialisme, je pense autant à des exemples passés comme les famines que subissait l'Inde alors que l'empire britannique continuait à importer massivement des produits agricoles, qu'au néolibéralisme actuel qui pousse l'Argentine à exporter massivement alors que des millions de personnes sont mal nourries...

Quand je parle de soutenir des agissements du pouvoir, je pense par exemple à Israël, qui continue à annexer des terres palestiniennes (par la construction du mur) avec entre autres buts de s'appropriier des ressources en eau, vitales pour l'agriculture. Ou à la Turquie, qui opprime le peuple kurde, avec (entre autres) ce même intérêt stratégique. Et l'argument qu'ils sont « bio » me semble bien faible par rapport aux oppressions en question. Il est difficile de savoir si les agriculteurs-trices bio de ces pays se battent contre ces oppressions et constituent une alternative, ou s'illes font partie des « ethnies » dominantes et sont soutenues et utilisé-e-s comme alibi écologique par le gouvernement. Comme au Chiapas, où le pouvoir mexicain utilise l'alibi de l'«écotourisme» pour expulser des communautés indigènes rebelles, et mettre la main sur les ressources génétiques de la forêt...

Passons maintenant à ma petite enquête: j'ai cherché, dans ma cuisine et dans les supermarchés les plus proches, la provenance des aliments particulièrement appréciés par les végétaliens pour leurs qualités

nutritives. Sans inclure les légumes, qui sont généralement locaux ou venant d'Espagne... J'ai remarqué que la plupart des emballages n'indiquent pas l'origine des aliments. Il m'a donc fallu me contenter de ceux, souvent labellisés Bio, qui l'indiquent. Tous les aliments ci-dessous peuvent être produits en Europe ou dans le pourtour de la Méditerranée.

Soja: Argentine, Brésil, Chine, USA (voir le chapitre précédent: géopolitique du soja)

Haricots secs rouges, noirs, blancs: USA, Canada, Chine

Haricots verts séchés: Chine

Lentilles, pois jaunes: Canada, Turquie

Pois chiches: Turquie (bio)

Sésame: Inde, Pérou (bio), Amérique centrale/Chine/Afrique (bio), Liban

Graines de tournesol: Chine, Amérique du sud

Graines de courge: Chine

Noix: Chili

Amandes: USA

Arachides: Argentine, USA

Graines de lin: Amérique du nord

Noix de coco: Indonésie, Sri Lanka

Pignons: Turquie (bio)

Blé et avoine: Canada, USA, Australie

Maïs: Argentine

Riz: USA, Thaïlande, Inde, Egypte (bio)

Millet: Amérique du nord

Sarrasin bio: Chine

Abricots secs, figes: Turquie

Raisins secs: Afrique du Sud, Californie (bio), Turquie

Avocats: Pérou, Israël

Dattes: Californie, Tunisie

Kiwis: Nouvelle Zélande

Bananes: Panama, Costa Rica

Basilic: Brésil

Ail: Argentine

Patates: Argentine

Sucre de canne bio: Brésil, Paraguay

On peut trouver des productions européennes ou du bassin méditerranéen, mais plus difficilement, ou mélangées (p.ex. farine de provenance Europe + Amérique du Nord...).

Il est donc pratiquement impossible aujourd'hui de ne s'alimenter strictement qu'avec des produits locaux et vegan, encore moins issus de l'agriculture bio, à moins d'avoir les moyens d'organiser une bonne partie de sa vie autour de cet objectif. Ce n'est d'ailleurs pas, à mon avis, intéressant d' « être puriste » à ce point-là. D'abord parce que chaque personne est pleine de contradictions, soit parce que les diverses valeurs auxquelles elle adhère s'opposent dans certains domaines pratiques, soit parce qu'on

ne vit pas sa vie qu'en fonction de principes rationnels (et de loin!) et qu'il est bien que le plaisir prenne parfois (je dis bien parfois) le dessus sur la raison.

Plus stratégiquement, je ne pense pas que les choix de consommation soient le moteur des changements. En fait, c'est une évolution globale de l'économie et de l'agriculture qui est en cause, d'autant plus depuis la mise en place de l'OMC qui a achevé de détruire le principe même de souveraineté alimentaire. Et la lutte qui doit être menée pour re-localiser la production alimentaire est politique et internationale, et est en train d'être menée par divers mouvements sociaux, principalement les syndicats de petits paysan-ne-s comme Via Campesina.

Ces luttes rejoignent aussi celles défendant les immigré-e-s, si l'on pense par exemple aux fruits et légumes espagnols ou aux tomates italiennes, produits par des clandestin-e-s d'Europe de l'Est, du Maghreb et d'autres pays d'Afrique dans des conditions de servitude, de discrimination raciale et de violence envers les femmes révoltantes. Ce n'est pas parce que c'est produit sur notre continent ou dans notre pays que les dynamiques néo-coloniales/néo-libérales n'ont pas cours (voir dans la bibliographie: El Ejido Terre de non droit)

La conviction qu'il est facile aujourd'hui de se nourrir vegan de manière équilibrée ne dénote-t-elle pas une vie où l'abondance semble normale et garantie, mais où on ne perçoit pas les mécanismes du système qui nous apporte cette abondance?

Je pense que c'est le cas, mais la structure de la production alimentaire peut être re-localisée. Le but étant d'arriver à une situation nouvelle où être végétalien-ne n'implique plus de profiter de privilèges néo-coloniaux, en réaffectant les terres libérées par l'arrêt de la production fourragère à l'alimentation végétale locale. Mais ce n'est qu'en s'organisant en rupture avec le capitalisme, et en le renversant, que ça sera possible.



# L'agriculture végétalienne

## Cultiver sans fumier?

(par Stéphane Groleau, étudiant en agriculture biologique, tiré du site <http://www.veganorganic.net>)

En tant qu'étudiant en agriculture biologique et impliqué au sein d'organisations écologiques depuis plusieurs années, j'ai profité de mes études afin d'approfondir les diverses alternatives à l'agriculture conventionnelle et industrielle. Outre l'agriculture biologique, la biodynamie et la permaculture, je suis tombé sur un nouveau mouvement qui semble prendre de plus en plus d'importance : l'agriculture végétalienne.

### Qu'est-ce l'agriculture végétalienne?

Aussi appelé « bio sans bétail » (stockfree farming), bio-vegan, veganics ou bio végétal, l'agriculture végétalienne consiste en un système de culture évitant tous les produits chimiques artificiels (engrais de synthèse, pesticides, régulateurs de croissance, etc.), les organismes génétiquement modifiés, les fumiers animaux et les restes d'animaux issus des abattoirs (farine de sang, farine de plume, poudre d'os, etc.).

Afin de préserver la fertilité des sols, ces agriculteur-trices et jardinier-e-s insistent sur les engrais verts, la rotation des cultures, les composts végétaux, les paillis végétaux ainsi que toute autre méthode durable, écologiquement viable et ne reposant sur aucune exploitation animale.

L'agriculture végétalienne se retrouve autant dans les cultures céréalières que maraîchères. Généralement, elle s'inspire des principes de la permaculture où la biodiversité, le travail réduit du sol, l'utilisation de plantes vivaces et de plantes indigènes sont favorisés. Ce désir d'accroître l'efficacité énergétique en minimisant l'impact environnemental se reflète également dans l'importance d'acheter, mais aussi de vendre les produits localement et de réduire l'utilisation de la machinerie.

Quant aux moyens de luttés contre les insectes et ravageurs, la prévention reste la pierre angulaire. La recherche d'un équilibre entre surface de culture et aires sauvages se fait par l'aménagement d'habitats favorables aux prédateurs naturels, comme les haies brise-vent ou les points d'eau. Les ravageurs étant vus comme des indicateurs, et non comme des ennemis à combattre. Ce système de culture axe explicitement sur la tolérance et considère a priori qu'une partie des récoltes revient à la nature. L'usage de répulsifs reste tout de même utilisé.

Le système végétalien n'est donc par exempt d'animaux. Au contraire, en nourrissant le sol et en réduisant son travail, une faune très active vient enrichir et améliorer le sol, en particulier les vers de terre.

### Par qui?

Pratiqué dans de nombreux pays depuis plus de 25 ans (i.e. Angleterre, Irlande, États-Unis, France, Espagne, Allemagne, Autriche), un mouvement international s'est systématisé par le démarrage du Vegan Organic Network (réseau biologique végétalien) en An-

gleterre en 1996. Conforme aux principes de la Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique, ce réseau anglais a développé son propre cahier des charges biologique et est désormais affilié à l'organisme de certification britannique, le Soil Association. En 2002, un tel réseau s'est également constitué en Allemagne et en Autriche (BioVegan).

Depuis une quinzaine d'année, plusieurs instituts de recherches dont la Rodale Institute aux États-Unis, Elm Farm Research Centre en Angleterre se sont intéressés et s'intéressent encore à l'agriculture végétalienne. Ces études ont conclu en la viabilité d'un tel système. Récemment, le Organic Agriculture Centre of Canada a également initié des parcelles d'essais comparatives au Manitoba et en Nouvelle-Écosse.

Pourquoi?

Bien que le désir de respecter et de n'exploiter aucun animal amène des gens à adopter une approche culturelle végétalienne (tout comme plusieurs le font au niveau de leur alimentation), ce ne sont pas que des végétariennes ou végétaliennes qui optent pour ce système de culture. En effet, la littérature sur le sujet présente de nombreuses raisons pour lesquelles une agriculture sans animaux serait préférable. En voici quelques-unes :

**Aucune source de fumier disponible.** Certaines entreprises n'ayant aucune source de fumiers à proximité optent pour une alternative végétalienne. Si les certifications étaient plus restrictives et obligeait l'utilisation exclusive d'intrants bio, il y

aurait d'autant plus pénurie de fumier biologique, ce qui favoriserait le développement d'alternatives.

**Être biologique sur toute la ligne.** Nombre de fermes biologiques utilisent des fumiers provenant d'entreprises conventionnelles. Bien que généralement compostés, des traces d'hormones, d'antibiotiques, d'OGM ou autres pourraient encore être présents. Du côté des fertilisants issus des abattoirs, il est clair que ces intrants ne sont pas biologiques et certains scientifiques émettent même des réserves quant à la transmission possible du prion par leur utilisation (i.e. par inhalation).

**Cesser de dépendre de l'agriculture conventionnelle.** Que ce soit le fumier de vaches laitières conventionnelles ou la farine de plumes provenant de méga-poulaillers, l'utilisation de ces fertilisants vient légitimer l'agriculture industrielle.

**Accroître l'autosuffisance au niveau de la fertilisation.** Plusieurs désirent minimiser les intrants en utilisant surtout les engrais verts et le compost fait à même l'entreprise. On le voit par l'agriculture biologique, qui à défaut de pouvoir se procurer des fumiers biologiques, se tourne vers des fumiers conventionnels.

**Éliminer les intermédiaires.** La fertilisation biologique standard repose sur la transformation des plantes en compost par le fumier issu des animaux. À chaque étape il y a toutefois des pertes, que ce soit par volatilisation (azote ammoniacale), par lessivage ou pour remplir les fonc-

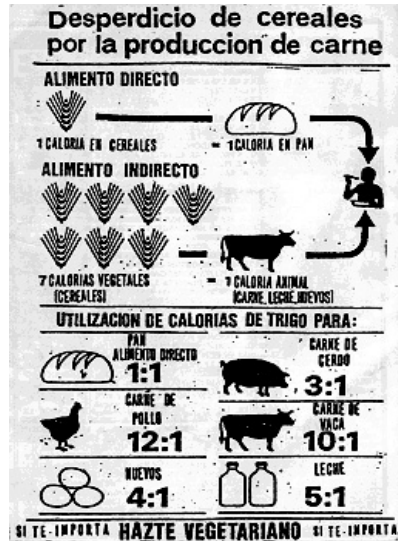
tions biologiques de l'animal. Puisque à la base tout provient des végétaux (sauf les engrais minéraux), certains préfèrent écourter la chaîne en éliminant l'étape animale de transformation et composter directement les végétaux. Dans le cas des engrais verts ou du bois raméal fragmenté, même l'étape du compostage est éliminée.

**Viser l'efficacité plutôt que productivité.** La productivité tient compte du rendement par hectare, sans toutefois considérer l'énergie requise pour produire et transporter les intrants. Réduire l'impact environnemental passe par l'évaluation de l'ensemble de l'énergie requise pour produire une quantité X de nourriture.

**Réduire l'impact environnemental.** L'utilisation d'alternatives au fumier (i.e. bois raméal fragmenté et engrais verts) améliore les sols et écarte la nécessité d'élever des animaux. L'élevage est exigeant en eau, nourriture et superficie agricole. De plus ce système amène actuellement des monocultures et l'utilisation de lourdes machineries, favorisant la dégradation des sols (compaction, érosion, perte de diversité, lessivage). Les terres ainsi libérées pourraient servir à la production de carburants renouvelables, de fibres naturelles ou de matériaux de construction ayant au contraire un impact positif sur la planète (réduire la coupe d'arbres et l'utilisation de combustibles fossiles).

**Lutter contre la faim dans le monde.** Aux États-Unis, 60% de la production mondiale de céréales sert à nourrir des animaux et plus du deux tiers des terres agricoles

mondiales servent à l'élevage. Ainsi, éviter les produits animaux permet d'économiser terres et nourriture, celles-ci pouvant être utilisées directement pour l'alimentation humaine.



**Prendre la nature comme modèle.** Diversité et fertilisation végétale en sont les fondements. Le meilleur exemple étant la forêt où la fertilité provient de l'accumulation des végétaux en surface, sans travail du sol et sans apport de fumier animal.

**Des exemples**

Plusieurs fermes ont opté pour l'agriculture végétalienne. Parmi les plus connues :

L'entreprise de laine Tolhurst (Tolhurst Organic Produce), en Angleterre, cultive de manière végétalienne depuis 8 ans. En 1999, la Soil Association lui a décerné le titre de meilleure ferme locale de paniers. En maintenant la fertilité du sol essentiellement au moyen des engrais verts et de compost végétal, 350 paniers de

légumes sont actuellement produits chaque semaine sur près de 8 ha.

En Autriche, la famille Langerhorst cultive sans fumier depuis plus de 25 ans sur leur ferme horticole de 3,5 ha. Cultures associées, culture sous verre et verger alimentent leurs paniers de légumes.

Dans le Maine aux Etats-Unis, le célèbre Eliot Coleman expérimente avec succès depuis plus de 30 ans l'agriculture sans fumier.

## **En France, l'exemple de la ferme Potier en Tarn-et-Garonne**

(article extrait de Campagnes Solidaires, juillet-août 1992, sous le titre « sélection à la ferme », reproduit sur <http://avis.free.fr>)

A la ferme Potier, la nature semble en paix, respectée, comprise. Ceci est la victoire patiente d'un humain qui a su transformer sa foi en la nature en une véritable démonstration scientifique. Faisant mentir les pronostics pessimistes de ses voisins, voilà maintenant vingt-deux ans qu'il produit fruits et céréales à Goudourville, Tarn-et-Garonne. D'une manière toute personnelle, mais qui peut donner à penser à chaque cultivateur-trice. Car cultivateur il l'est, exclusivement. Pas la moindre trace d'élevage sur son exploitation. Un choix qui a conditionné à la base les méthodes de travail de ce végétarien et agriculteur bio de longue date. Sans bétail, pas de fumier. Or, A. Potier souhaitant pratiquer « une agriculture autonome au maximum » refuse l'idée d'acheter des fertilisants, même biologiques. Seule solution, la paille et donc un blé haut qui en fournit en grande quantité. Il pratique

aussi la jachère tournante (luzerne laissée sur place).

Aujourd'hui, il produit sans irrigation ni aucun fertilisant 40 à 50 quintaux de blé à l'hectare dans une région où la moyenne est de 60 quintaux. Grâce à un travail patient et passionné de sélection. Première étape dans cette aventure génétique, en 1974 un salon d'agriculture biologique à Grenoble. « Il y avait, raconte A. Potier, un bouquet de blé sec avec de très beaux épis. J'ai réussi à retrouver le producteur. Il s'agissait d'un blé Pechvèque. En me le donnant, il m'a dit : attention, il n'est pas pur, il y a d'autres variétés mélangées. Le Pechvèque n'était pas, à l'expérience, adapté à ma terre, il s'échaudait. Mais au milieu se trouvaient effectivement des épis d'autres variétés. J'en ai reconnu une que j'avais cultivé en 1960 : le Talisman. »

C'est à partir de ces premiers épis de Talisman qu'A. Potier va faire un travail de sélection : La première année, il choisit une plante et sur celle-ci le plus bel épi dont il sème les grains du centre. La seconde année, il resème la totalité de cette première production, etc.. La cinquième année, toute sa récolte de blé (5 hectares) est issue de ce premier épi. Cinq hectares d'un beau blé, productif, haut comme un seigle et fournissant donc beaucoup de paille pour nourrir la terre. Il est légèrement plus tardif (une dizaine de jours) sans que cela pose problème « parce qu'il est résistant à l'échaudage ». « Il commence doucement. En avril, il semble avoir un mois de retard qu'il rattrape vite lorsque arrive la chaleur. » Comble d'ironie, à cette période il devient « bleu » comme un blé qui aurait

reçu de l'azote. Il est peu gourmand en eau et même l'an dernier, malgré la forte sécheresse, il a bien poussé. Dans ces conditions de culture – sans eau ni fertilisant – le « Talisman-Potier » a un excellent rendement, comparé à d'autres variétés placées dans ces mêmes conditions.

A. Potier a refusé de participer au programme d'irrigation sur son secteur. La suite lui a donné raison car l'irrigation endetta beaucoup ses voisins qui eurent des difficultés à continuer leur activité.

L'exploitation a 25 hectares de Surface Agricole Utile (dont 5 en location) : Cinq hectares de blé, autant d'orge, avoine ou tournesol. De la luzerne de semence. Des fraises et des cerises. Deux hectares de noisetiers, un hectare de noyers (bois et fruits) et 1,3 hectares d'amandiers. Le tout en agriculture biologique (mention FESA), ce qui permet de retirer un meilleur prix des produits. Le revenu dégagé se situe entre 11 000 et 13 000 euros par an (valeur 92), avec un emprunt finissant de 1 500 euros d'annuité, fait pour l'achat de la propriété.

Amandes, noisettes, noix, sont commercialisées en vente directe et leurs acheteurs demandent souvent de « vraies » pommes. A. Potier est donc en train de rechercher une variété de pommier qui, elle aussi, corresponde « à sa façon de travailler » : qui ne nécessite pas d'échelle pour le ramassage, mais à racines profondes et qu'il plantera à bonne distance. « Je vais pratiquer un double greffage, le premier sur un porte-greffe à racines puissantes, le second sur un porte-greffe à faible végétation. »

Les prochaines plantations de cerisiers aussi, il compte bien les faire avec un produit de la sélection maison qui ne nécessite pas d'échelle pour la cueillette. Il travaille d'autre part sur les pruniers : « l'INRA greffe des amandiers sur des pruniers. La prune est connue pour résister au sec, mais pas autant que l'amandier. Je vais donc faire l'inverse pour faire bénéficier les prunes de cette qualité de l'amande. »

## La fertilisation des sols en agriculture végétalienne

(tiré de la brochure « Végétarien et végétalien, vivre sans manger les animaux », <http://avis.free.fr>)

La fumure organique à l'engrais vert ou avec de l'humus constitue une excellente méthode pour obtenir des légumes de bonne qualité. L'engrais vert s'obtient à partir de plantes cultivées dans le seul but d'enrichir la terre. Pour cela, on choisit par exemple le trèfle incarnat, la luzerne, la vesce, ou la moutarde. L'humus, lui, est une épaisse couche de substances végétales en décomposition qui recouvre le sol. Son rôle consiste à nourrir la vie du sol tout en protégeant celui-ci des rigueurs climatiques (sécheresses ou violentes précipitations).

Outre l'engrais vert, l'humus, et bien sûr le simple compost de produits végétaux, on a également la poudre de roche et le fumier de déjections humaines comme sources de matières nutritives. S'il est bien composté, le fumier de déjections humaines ne représente qu'un très faible risque pour la santé publique et est nettement moins dangereux que l'utilisation à

grande échelle de toutes sortes de fumiers et purins provenant des animaux d'élevage. Les déchets de digestion humains, contiennent d'importantes matières nutritives pour les plantes. Pour le maintien de l'équilibre de la chaîne alimentaire, il est nécessaire de restituer au sol les éléments utilisés pour les cultures. Savoir que du compost de déjections humaines est utilisé pour fertiliser les sols peut provoquer des appréhensions, pourtant des humain-e-s paient plus cher une alimentation « biologique » fertilisée avec des déjections d'animaux non-humains. Où est la différence fondamentale ? D'ailleurs, des boues de stations d'épuration ont déjà été utilisées dans l'agriculture intensive. Hélas, ces boues contiennent d'autres produits que des déjections d'humain-e-s comme des métaux lourds et ceci est un problème.

L'agriculture végétalienne peut très bien utiliser des engrais azotés de synthèse dans le cas où ils ne contiennent pas de produits d'origine animale, de même que toutes préparations ne contenant pas de produits animaux, non-testées sur les animaux et n'entraînant pas la mort d'animaux. Des insecticides pouvant tuer des insectes sont parfois utilisés en agriculture intensive (les herbicides tuent les herbes et les fongicides préviennent les maladies ainsi que le développement de champignons microscopiques). Ils pourraient être remplacés par des répulsifs par exemple. Des produits destinés à tuer des animaux ne sont généralement pas utilisés, si ce n'est pour protéger les récoltes stockées. Là aussi des répulsifs peuvent être uti-

lisés, ainsi que des bâtiments en bon état, n'offrant aucun abri et possibilité d'entrer aux animaux.

Toutefois, le travail des sols et les récoltes mécanisées peuvent tuer des animaux et des insectes par accident. Des méthodes ne nécessitant pas de travail des sols (notamment la méthode de M. Fukuoka : enrobage des graines dans des boulettes de terre et succession de cultures particulières sur les champs) et des méthodes de récoltes plus attentives (manuelle) peuvent être imaginées. Il serait actuellement difficile de les développer. Le plus simple serait de consommer uniquement des produits d'arbres (fruits et noix) qui ne nécessitent pas de travail du sol, si ce n'est lors de la plantation. Dans ce sens l'alimentation frugivore peut trouver une justification.

Même s'il n'est pas interdit de réfléchir, il est clair qu'un mode de vie ne provoquant aucune destruction de vie d'animaux ou d'insectes est un idéal, il faut bien le garder à l'esprit. Nous ne pouvons que tendre vers ce but, en faisant avec les moyens disponibles actuels. Il existe dans tous les cas une grande marge entre n'avoir d'attention que pour sa propre personne, se moquer éperdument des animaux tués (aussi bien que de l'environnement) et faire son possible pour promouvoir un mode de vie le plus végétalien possible.

#### Références

Réseau anglais : [www.veganorganic.net](http://www.veganorganic.net)

Réseau allemand : [www.biovegan.org](http://www.biovegan.org)

Association Végétarienne & Végétalienne d'InformationS (A.V.I.S) : 40 rue Alfred Duménil , 31400 Toulouse , France. E-mail : [avis31000@yahoo.fr](mailto:avis31000@yahoo.fr), <http://avis.free.fr>

## Les jardins de Cocagne

Les jardins de cocagne sont une coopérative maraîchère biologique qui réside à Genève. Elle existe depuis 1978 et a débuté avec environ 40 personnes et un jardinier, employé par la coopérative. Aujourd'hui (2003), elle fournit 400 sacs de légumes par semaine à plus ou moins 2000 coopérateurs/trices, dans un canton qui compte 400 000 habitantEs.

Un des principes de base qui caractérise cette coopérative est : directement de la terre à l'assiette. La coopérative appartient à ses coopérateurs/trices, grâce à un système de parts sociales et elle ne dépend d'aucune subvention. La coopérative engage des jardinierEs (4/5 pleins temps) qui s'occupent de la production. Les membres de la coopérative payent une cotisation annuelle et sont tenuEs d'aller travailler aux champs un nombre défini de jours –de un et demi à deux jours par an- ce qui leur permet de recevoir un sac de légumes par semaine (45 livraisons par an). Du lieu de récolte, ces sacs sont livrés par des membres (selon un calendrier sur lequel on peut s'inscrire) à 40 points de distribution dans le canton, où chaque membre va chercher ses légumes. Ce système permet de ne pas avoir d'intermédiaires.

Voici quelques autres caractéristiques de Cocagne :

- Les membres qui n'ont pas beaucoup de moyens financiers peuvent venir bosser un peu plus et payer un peu moins (selon les places

disponibles car il faut un minimum d'argent pour assumer les frais).

- Une assemblée générale annuelle permet de prendre toutes les décisions sur ce qui touche à la coopérative.

- Un bulletin dans les sacs tient les membres au courant des avancées et des difficultés tout au long de l'année.

- La coopérative fait partie d'un syndicat paysan suisse –Uniterre- qui est affilié à Via Campesina (syndicat paysan international)

- Les coopérateurs/trices reçoivent uniquement des légumes de saison, ainsi que quelques fruits.

Cette expérience est née d'une volonté politique (de différentes volontés politiques), qui sont explicitées en partie dans les extraits de textes qui suivent. Les deux premiers textes font partie de la documentation que reçoit chaque nouveau-nouvelle membre lors de l'inscription. Le dernier a été écrit par un jardinier qui est investi dans la coopérative depuis presque 25 ans.

### Les buts de Cocagne dépassent la culture de légumes biologiques

Voici en vrac les désirs des coopérateurs-trices et des jardinierEs (Bulletin de Cocagne, nov.1983, p.2):

- *Conserver des contacts personnels immédiats dans son travail*

- *Supprimer les intermédiaires qui faussent la relation entre les producteurs et les consommateurs*
- *Diminuer le gaspillage*
- *Faire un travail complet du projet à l'accomplissement*
- *Ne pas être isolé sur son lieu de travail*
- *Garder un contrôle sur la qualité des légumes qu'on mange*
- *Manger des légumes frais et de saison, produits à Genève à un prix abordable*
- *Régler de façon poétique les problèmes des producteurs et des consommateurs (le règlement des conflits par le marché est très long et se fait toujours sur le dos des plus faibles)*
- *Ne pas privatiser inutilement l'outil de travail limité en étendue qu'est la terre*
- *Agrandir les murs de nos appartements, repousser les bords de nos balcons, repeupler les campagnes de nos vacances*
- *Garder un contrôle sur les rapports socio-économiques dans lesquels nous engageant les légumes que l'on mange.*

Cocagne, pour réaliser tous ces désirs, s'est donc lancée dans une expérience de coopérative alternative.

On peut observer que ces désirs sont d'ordres différents :

- Jardinier-e-s et coopérateurs-trices veulent de nouveaux types de rapports entre elles-eux. Les contacts sont personnalisés grâce au travail en

commun et la distribution des légumes. Les jardinier-e-s veulent travailler à plusieurs et partager leurs responsabilités. Cela implique un fonctionnement autogéré.

- La préoccupation écologique est également affirmée. « Cocagne pratique une culture biologique qui respecte les humains et leur milieu naturel » (Bulletin de Cocagne, oct. 1982). Ceci implique que Cocagne n'emploie ni engrais ni pesticides de synthèse ; le sol est nourri avec du fumier et du compost. Les ennemis des cultures sont contrôlés avec des pesticides naturels (extraits végétaux) et des méthodes naturelles. Cocagne veut également lutter contre le gaspillage. Toute la production est distribuée.

- Les consommateurs-trices mangent ce qui pousse dans le jardin suivant les saisons. Les jardinier-e-s établissent un plan de culture qui tient compte, dans la mesure du possible, des besoins culinaires des coopérateurs-trices. Les risques de la production sont partagés.

- Cocagne a également une ambition plus large. La coopérative veut être « une alternative vivante au marché économique dominant » (Bull. de Cocagne, oct. 1982). Elle fait place à la concentration des pouvoirs dans le secteur agro-alimentaire prise en main par quelques grands distributeurs gérés selon les lois de l'efficacité et du profit. Les derniers accords internationaux du GATT (puis de l'OMC) renforcent cette tendance à l'industrialisation de l'agriculture.

## Cocagne, une utopie ?

Si le « hors-sol » découle de la logique du système, Cocagne est né d'une utopie que ce même système provoque. Être membre de Cocagne, c'est avoir la volonté de se battre contre cette évolution du secteur alimentaire.

Nos critères de qualité, n'étant pas exclusivement basés sur la commercialisation, dépendent plus d'une vue d'ensemble où nous essayons de respecter tant le sol que l'environnement, tout en gardant à l'esprit les problèmes sociaux.

Produire ou manger des légumes « hors-sol » est un problème philosophique qui ne saurait se résoudre par l'analyse de la quantité de vitamines qui s'y trouve.

Nous considérons d'abord comme efficace la diminution des pertes dues aux critères de commercialisation et aux fluctuations imprévisibles du marché (sans compter la surproduction généralisée).

A Cocagne, les relations entre la productrice et la consommatrice sont directes. Les producteurs-trices savent combien elles doivent produire et pour qui. Les pertes dues à la non commercialisation des légumes sont donc minimales.

Cet avantage nous aide à mieux supporter la pression économique. Nous pouvons, dans une certaine mesure, nous permettre d'utiliser des méthodes de travail qui, si elles ne sont pas à la pointe de la productivité, respectent l'environnement, l'intérêt au travail, la santé des consomma-

teurs-trices et l'indépendance de notre coopérative.

Les solutions que nous avons trouvées sont les suivantes :

- Presque tous les légumes produits dans nos champs sont distribués. Il n'y a donc pas de déchets dus au calibrage et aux fluctuations de marché

- les 380 familles membres savent d'où viennent leurs légumes, pourquoi et comment ils sont produits

- les légumes sont biologiques, frais coupés du jour ou récoltés la veille et distribués dans les quartiers respectifs des membres

- les coopératrices-teurs sont informées directement de tous les problèmes pratiques : production, distribution, etc...

- elles ont la possibilité de venir sur place et de participer aux décisions importantes concernant la production et la gestion

- tout le monde peut suivre le jardin, de la planification à la production, jusqu'à la consommation des légumes de saison pendant toute l'année et, ainsi, maintenir une relation entre ce qui est produit et ce qui est mangé.

La lutte contre l'anonymat des supermarchés a aussi son prix. Les membres de la coopérative acceptent chaque semaine des légumes de saison. Une partie des menus de la semaine devront être adaptés en fonction du jardin.

Ils et elles doivent participer aux récoltes et à la distribution. Le prix de nos légumes biologiques reste adapté au prix du marché non-biologique. Le supplément de la qualité « bio » se paye en efforts de participation. Une « résistance » à la société à laquelle nous sommes pourtant intégré-e-s.

A notre tour, nous avons investi dans des moyens de production plus importants, comme le tracteur, les installations d'eau, etc., augmenté la surface des cultures sous tunnels froids pour pouvoir offrir une production de légumes plus diversifiée et mieux répartie sur l'année, ceci afin d'améliorer tant les salaires que les conditions de travail des jardinier-e-s.

La vie urbaine divise souvent la vie en différentes activités difficiles à concilier entre elles. La participation pratique aux travaux de la coopérative (demi-journées), malgré la bonne volonté mise en œuvre, n'est pas toujours facile à réaliser. C'est la raison pour laquelle Cocagne accepte aujourd'hui que ses membres choisissent entre une participation active ou financière.

C'est ainsi que la réalité, en montrant ses limites, autorise l'utopie.

## Encore quelques éléments de réflexion sur la coopérative

**1978** La première année de la coopérative, c'est 40 personnes et un jardinier qui va de jardin en jardin dans les villas habitées par des communautés et des copains.

**1979** La coopérative s'organise en 3 unités dont chaque jardinier est responsable. La moitié du jardin est cul-

tivée en commun et le reste est divisé en trois parties égales et cultivée par le jardinier et son unité...

**Dès 1981**, le système des trois jardins est abandonné au profit d'une surface cultivée par trois jardiniers et par ½ journées pour les 150 coopérateurs.

Les trois unités sont restées pendant un certain temps pour la gestion du boulot des coopérateurs et de l'administration.

**1988** environ, on passe du motoculteur au tracteur (on mécanise un peu quoi) suite au déménagement de la coopérative, et on augmente le nombre de coopérateurs, passant de 220 environ à 400 aujourd'hui, compteur bloqué depuis deux ans.

Quelques phrases en vrac :

Pendant des années les coopérateurs se sont bagarrés pour nous payer plus, nous ne voulions pas, car c'était une pression supplémentaire sur la production et donc sur notre quantité de travail.

On parlait d'autogestion dans les salades, d'alternative, sans trop se leurrer (rêver), mais en réfléchissant à un tas de trucs qui se passaient dedans et autour.

Aujourd'hui beaucoup de choses ont changé dans la coopérative, la gestion s'est centralisée par exemple, la coopérative se tourne plus vers l'extérieur et devra le faire de plus en plus, et probablement prendre une part beaucoup plus active à une nouvelle vie « citoyenne » qui se met en

branle doucement mais sûrement (y a encore des perpétuels optimistes).

En ce moment, on nous met en balance avec l'Union Maraîchère Genevoise, alors qu'en tonnes, nous sommes quantité négligeable, mais en idées, en contacts, en possibilités, nous sommes « forts » (ceci est un exemple parmi d'autres). Il nous reste à trouver comment on est « forts », et qu'est-ce qu'on peut en faire.

Pour Cocagne c'est aussi une période où les contacts et actions sont riches et divers, des syndicats paysans avec leurs contradictions aux discussions régulières avec des élus et autres composants de la société « civile », l'action Tourne rêve avec des paysans qui ont envie de changer quelque chose dans les rapports avec les consommateurs, et pas seulement le produit, mais aussi la rencontre et le discussion, des travaux menés en commun avec des entreprises de « réinsertion » ou avec des personnes handicapées, des contacts avec des écoles qui ont des projets et qui utilisent la coopérative comme lieu de visite, d'expérience.

Je crois que Cocagne est une alternative, elle fait pas mal de choses mais elle doit aussi se poser pas mal de questions.

Il faut par moment avancer des pratiques pour pouvoir y réfléchir, en parler et décider si on continue.



## Le mouvement Food Not Bombs

Food Not Bombs (D'la Bouffe, Pas des Bombes!) est un mouvement anarchiste fondé en 1980 qui croît rapidement à un niveau mondial. Des centaines de collectifs autonomes s'organisent et partagent des repas végétariens gratuits avec des gens qui ont faim, tout en dénonçant la guerre et la pauvreté. Food Not Bombs n'est pas une organisation caritative, mais un mouvement de lutte. Ce mouvement « grassroots » (d'en bas) est actif en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Afrique, au Moyen Orient, en Asie en Australie. Si Food Not Bombs est le plus implanté aux USA (d'où est parti le mouvement), on trouve par exemple des collectifs dans toute l'Europe de l'est, une quinzaine en Russie, une dizaine au Nigeria, un à Tel-Aviv, un en Biélorussie, etc...

Les principes de Food Not Bombs sont: Les groupes fonctionnent par consensus et sans hiérarchie. Ils sont autonomes. Leur mode d'action est non-violent. Ils servent de la nourriture végétarienne gratuite. Ils nourrissent tout le monde, sans restriction. Ils orientent leurs actions vers la paix et la justice sociale.

Tenant depuis plus de 25 ans un discours clairement anti-capitaliste, faisant le lien entre la faim, le système économique et l'organisation sociale, le mouvement a soutenu des actions contre la guerre (notamment contre les occupations de l'Iraq, de l'Afghanistan et de la Palestine), la mondialisation de l'économie, pour la liberté de mouvement et d'installation, contre

l'exploitation et la destruction de la planète.

**[www.foodnot-bombs.net](http://www.foodnot-bombs.net)**



Sur le site internet du mouvement, on trouve des informations sur l'histoire et la philosophie de Food Not Bombs, des actualités sur les actions menées et sur la répression des activistes, les contacts de tous les collectifs recensés dans le monde... Voici quelques extraits des textes qui y sont publiés:

(n.b. Tirés d'une ancienne publication, les chiffres datent de la fin des années 80. En fait ça s'est probablement encore empiré depuis...)

Le monde produit assez de nourriture pour subvenir aux besoins de tous, à condition de la distribuer équitablement. Il y a en fait de la nourriture en abondance. Dans ce pays, chaque jour et dans chaque ville, beaucoup plus de nourriture est jetée que ce qu'il en faudrait pour satisfaire l'appétit de ceux qui n'ont rien à manger.

Réfléchissez bien à ceci : avant que la nourriture n'atteigne votre table, elle est produite et manipulée par des fermiers, des coopératives, des manufacturiers, des distributeurs, des grossistes puis des détaillants. De la bouffe tout à fait comestible est jetée pour diverses raisons "économiques", à chacune de ces étapes. Dans une ville moyenne des États-Unis, environ 10% de tous les déchets solides est en fait de la nourriture. Ce qui donne l'incroyable total de 46 milliards de

livres (20,9 millions de tonnes) à la grandeur du pays chaque année, soit un peu moins de 200 livres (90,8 kg) par personne par année. Des estimations indiquent que seulement 4 milliards de livres de nourriture par année seraient suffisantes pour éliminer complètement la faim aux États-Unis. Et il est clair que la nourriture saine pouvant être récupérée existe en abondance dans les poubelles nationales.

Pour récupérer cette nourriture comestible et s'en servir pour nourrir les gens, trois éléments-clés doivent être réunis. Premièrement, la nourriture doit être recueillie. Deuxièmement, elle doit être préparée d'une manière convenable à la consommation. Troisièmement, elle doit être facilement accessible à ceux qui ont faim.

La raison pour laquelle ce n'est pas cela qui se produit dans la société n'est pas le fruit du hasard. Nous ne pouvons nous exprimer démocratiquement sur la manière dont les aliments sont produits et distribués. Les gens voteraient sûrement pour qui leur permettrait de manger, mais dans l'économie hiérarchique qui est la nôtre, la menace constante de perte d'emploi permet aux employeurs de garder les salaires au plus bas. Une classe inférieure apparaît comme résultat de ces politiques encourageant la domination et la violence. Dans notre société, il est considéré acceptable de profiter de la souffrance et de la misère des autres.

Aujourd'hui, selon la Harvard School of Public Health, les gens vivant sous le seuil de la pauvreté (revenu annuel de moins de 9 069\$

US pour une famille de trois) souffrent de la faim au minimum une fois par mois, et plus de 30 millions de personnes en souffrent régulièrement. Or croyez-le ou non, moins de 15% des pauvres sont sans domicile fixe. De plus, l'explosion de la faim a dépassé la capacité des programmes actuels de lutte à la malnutrition. Qu'ils soient publics ou privés, les organismes de charité ne fournissent plus. Peu de gens réalisent à quel point le profil démographique des affamés a changé. Dans la dernière décennie, ils sont devenus:

- Plus jeunes: 12,9 millions (40%) sont des enfants, les véritables victimes de cette tragédie

- Plus pauvres: 12,9 millions (40%) vivent sous le seuil de pauvreté. Or ce gouffre s'agrandit alors que le revenu réel des quatre cinquièmes de la population continue de décroître.

- Plus susceptibles d'être sur le marché du travail: 60% des familles pauvres comprennent des travailleurs, et le nombre d'affamés qui travaillent a augmenté de 50% de 1978 à 1986.

- Plus susceptibles d'être une femme: 50% des familles pauvres ont des femmes à leur tête.

- Moins susceptibles de vaincre un jour la pauvreté.

Évidemment, la majorité des gens qui souffrent de la faim ne correspondent pas aux stéréotypes que vous font gober les média. Les mal nourris sont des enfants et des chefs de famille monoparentale (en majorité des femmes), des travailleurs au bas de l'échelle sociale, des chômeurs, des personnes âgées, des malades

chroniques et ceux dont le revenu est fixé par le gouvernement (comme les vétérans et les personnes aux prises avec des déficiences physiques ou mentales). Tous ces gens se voient pris dans les griffes de la pauvreté même s'ils essaient d'améliorer leur sort.

En plus de la collecte et la distribution de nourriture, Food Not Bombs encourage le végétarisme pour solutionner ce problème. Si plus de gens étaient végétariens et réclamaient des aliments cultivés biologiquement et produits localement, cela aiderait à promouvoir des pratiques agricoles écologiques et rendrait viables de plus petites fermes. Ce virage rendrait plus facile la décentralisation des moyens de production et la création d'un contrôle démocratique sur la qualité des produits agricoles et l'occupation des terres. Plus de gens peuvent être nourris par un hectare de terre avec un régime végétarien qu'avec un régime carnivore. Les habitudes alimentaires de notre société, basées sur la consommation de viande, encouragent l'"agrobusiness" et accroissent la dépendance des producteurs envers les fertilisants et pesticides chimiques, ce qui détruit l'environnement et diminue au bout du compte la valeur nutritive des aliments ainsi produits. Toutes les viandes produites industriellement dans ce pays sont pleines d'additifs chimiques, de médicaments, d'hormones de croissance, d'agents de conservation; et puis le lait contient presque toujours des traces d'isotopes radioactifs. C'est pourquoi le végétarisme, qui consomme moins

de ressources, est meilleur pour l'environnement et notre santé.

Bien que nous encourageons le végétarisme pour des raisons politiques et économiques, cette philosophie apporte aussi plusieurs bénéfices immédiats. Les problèmes potentiels dûs aux aliments avariés sont grandement réduits lorsqu'on se contente de manipuler des légumes, et les membres du groupe tendent à adopter un régime plus équilibré à mesure qu'ils se familiarisent avec le végétarisme. De plus, enseigner aux gens l'impact bénéfique qu'aura le végétarisme sur leur santé crée une attitude positive et pleine de compassion envers nous-mêmes, les autres et la planète toute entière. Par conséquent, toute la nourriture que nous préparons provient strictement de sources végétales; il n'y a ni viande, ni produits laitiers, ni oeufs. Les gens connaissent ce principe et font confiance à notre bouffe, chaque fois qu'ils viennent à notre table.

### **...pas des Bombes**

Ça prendra beaucoup d'imagination et de travail pour inventer un monde sans bombes. Food Not Bombs considère comme partie intégrante de sa mission le fait de fournir des vivres aux personnes impliquées dans des manifestations, afin qu'elles puissent continuer leur lutte à long terme contre le militarisme. Une autre partie de notre mission consiste à diffuser notre message auprès d'autres mouvements progressistes. Nous assistons aux événements organisés par d'autres organisations et appuyons la création de coalitions chaque fois que

cela est possible. Nous luttons contre l'idée de rareté, qui amène beaucoup de gens à se méfier de la coopération entre groupes. Plusieurs croient qu'ils doivent rester séparés pour préserver leurs ressources, alors nous essayons de les encourager à penser en termes d'abondance et de leur faire reconnaître que l'union fait la force.

Être dans le feu de l'action avec notre nourriture fait partie de notre vision des choses. Parfois nous organisons des rassemblements; parfois nous servons les repas lors d'événements organisés par d'autres groupes. Fournir la nourriture pour plus d'une journée est plus qu'une bonne idée. C'est une nécessité. Le groupe ami a en fait deux options : il peut se rabattre sur les services alimentaires d'une entreprise privée plus ou moins progressiste, ou alors s'en remettre à nous. Notre position est que fournir la nourriture nous mêmes, tout en appuyant les revendications du groupe, est une manière beaucoup plus constructive de travailler. Nous avons fourni de la nourriture lors d'actions directes s'étendant sur de longues périodes, telles que le Camp annuel pour la paix organisé par The American Peace Test, sur le site d'essais nucléaires du Nevada; ainsi que dans les "bidonvilles" érigés dans les centres-villes de Boston, San Francisco, New York, Washington pour mettre en relief le problème du logement et de la faim. Sans oublier les distributions quotidiennes de nourriture aux sans-abri dans des lieux éminemment visibles un peu partout au pays.

## Les 7 étapes pour mettre sur pied un collectif Food Not Bombs local

Au départ, mettre sur pied un collectif peut sembler une tâche dont l'ampleur vous dépasse. Travaillez donc sur les bases, et allez-y une étape à la fois. Il n'y a aucune raison de se sentir obligé de tout réaliser en même temps. Il se peut que ça prenne quelques semaines avant que tout marche bien, il se peut aussi que ça prenne des mois. Une personne ne peut constituer un groupe FNB à elle seule, mais elle peut être l'initiatrice, celle par qui tout commence.

Une fois que vous avez pris la décision de mettre sur pied un collectif FNB dans votre localité, choisissez un lieu, une date et une heure de rencontre et réunissez tous ceux qui seraient intéressés à discuter de votre projet. Vous pouvez commencer avec un groupe d'amis, les membres d'un groupe déjà existant, ou des gens attirés par des affiches annonçant vos intentions.

Ce qui suit est un procédé étape par étape pour mettre sur pied et gérer votre projet. Vous aurez peut-être à ajouter, ignorer ou ordonner différemment certaines étapes selon votre situation personnelle. Suivez la voie qui semble la meilleure pour votre groupe.

1. Commencez par vous trouver un numéro de téléphone et une adresse postale. En utilisant une boîte vocale ou un répondeur téléphonique, vous pourrez avoir un message continu qui donne de l'information au sujet de la prochaine réunion (date, heure, lieu)

et recevoir des messages. Ainsi, vous ne manquerez aucun appel. De plus, utilisez un casier postal comercial comme adresse permanente.

2. Photocopiez des flyers (af-fichettes) annonçant l'existence de votre groupe. En les distribuant lors d'événements, en les affichant à travers la ville ou en les postant à vos amis, vous attirerez d'autres volontaires. Il est important d'avoir des réunions hebdomadaires régulières, et de toujours savoir quand aura lieu la prochaine.

3. Arrangez-vous pour avoir un véhicule. Il peut y avoir des véhicules de la taille appropriée au sein même des membres de votre groupe. Sinon, vous pourrez peut-être emprunter une camionnette ou fourgonette à une organisation religieuse amie ou à d'autres organisations similaires. Avec beaucoup de chance, vous pourrez peut-être trouver quelqu'un qui vous en fera don. Si rien de cela n'est possible, alors organisez une levée de fonds, des concerts-bénéfices, etc.

4. Avec vos flyers en main, commencez à chercher des sources d'approvisionnement en nourriture. Commencez vos démarches dans les coopératives et magasins d'aliments naturels. Ce genre de commerces donnent en général beaucoup d'appui et sont l'idéal pour pratiquer votre approche. Dites-leur que vous planifiez de redistribuer la nourriture à des maisons d'hébergement, et dans des soupes populaires. S'ils sont intéressés, fixez une heure régulière pour faire la collecte chaque jour ou aussi souvent que possible. Là où cela s'y prête, laissez de la documentation qui explique ce que Food Not Bombs fait.

5. Livrez la nourriture récoltée à des maisons d'hébergement et à des soupes populaires. Il est important de connaître les endroits qui donnent à manger dans votre région. Tâchez de savoir où ils sont situés, qui ils servent et combien de personnes ils servent. Ces informations vous permettront de planifier votre trajet de distribution et la quantité de nourriture à donner à chaque organisme. Il est habituellement préférable d'établir un horaire de livraison régulier avec chaque établissement.

6. Une fois que ce réseau est établi, commencez à garder une partie de la nourriture, sans nuire au programme régulier. Avec cette nourriture, préparez des repas qui seront servis dans la rue. Allez aux rassemblements politiques et aux manifestations en premier lieu; vous pourrez y recruter de nouveaux bénévoles, amasser des dons, et remonter le moral des participants. Donner un repas lors de rassemblements bâtit l'esprit de communauté et aide la cause des manifestants d'une manière très directe.

7. Lorsqu'assez de gens sont impliqués, pensez à servir des repas une fois par semaine aux sans-abri. Installez-vous dans la rue, et mettez-vous le plus en évidence possible. Une partie de notre mission consiste à rendre les affamés et les sans-abri plus visibles. Nous voulons aussi rejoindre un vaste public avec notre message "de la bouffe, pas des bombes". Cuisiner dans la rue sera un travail dur, mais qui aidera à renforcer l'esprit communautaire et qui pourra s'avérer très plaisant.

## Analyse des évolutions récentes de la concentration de l'élevage industriel

(extrait du rapport "Élevage et environnement : A la recherche d'un équilibre" – voir bibliographie)

La production animale industrielle est actuellement concentrée dans certaines régions en raison de l'interaction d'un certain nombre de facteurs.

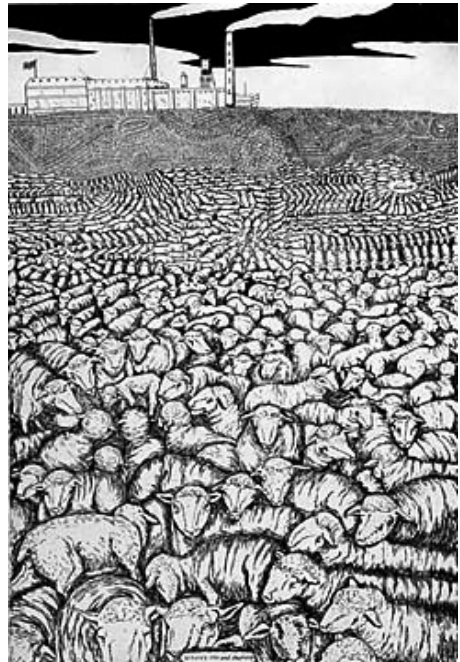
- Les coûts de transport et les débouchés commerciaux sont les principaux facteurs déterminants. Tout d'abord, le système industriel, notamment en ce qui concerne la production de porcs et de volaille, est caractérisé par une utilisation importante, voire exclusive, d'aliments riches en énergie (essentiellement des céréales, des grains oléagineux et leurs sous-produits), ce qui en permet le transport sur de très longues distances à un coût beaucoup plus bas que s'il s'agissait de produits animaux périssables, même quand les quantités transportées sont plus élevées. Par exemple, les coûts (par unité de poids) de transport maritime des céréales fourragères sont dix fois moins élevés que ceux de la viande surgelée (Cunningham, 1992). Ainsi, avec un taux de conversion de 3 pour 1 pour les porcs et de 2 pour 1 pour la volaille, cela revient moins cher de transporter du foin que de la viande. De plus, sur de courtes à moyennes distances, les coûts de transport des animaux vivants sont pratiquement les mêmes que pour les graines. Ces coûts relatifs sont autant d'incitations à l'implantation d'unités de production, abattoirs et usines de transformation à proximité des centres urbains, com-

me le montre bien le grand nombre d'installations de ce genre aux abords de Beijing, Shanghai, Mumbai et Calcutta. En second lieu, les ruminants doivent consommer des aliments riches en cellulose comme l'ensilage, le foin ou le fourrage fraîchement coupé, en plus d'aliments concentrés, pour préserver leur fonction de rumination. Cela augmente considérablement les coûts de transport d'aliments et explique pourquoi la production industrielle de ruminants est généralement dispersée dans les campagnes — plus éloignées des marchés — contrairement aux élevages de porcs et de volaille. De plus, les taux de conversion alimentaire par kilogramme de viande de bœuf ou de mouton sont bien plus faibles que pour les porcs et la volaille. La production intensive de bœufs n'est compétitive que lorsque les consommateurs peuvent se permettre de payer plus cher pour obtenir de la viande de bœuf de qualité que pour du porc ou du poulet. Troisièmement, dans les pays qui importent des céréales provenant des pays en développement et qui possèdent d'excellentes infrastructures routières et de réfrigération, les grandes exploitations industrielles se trouvent à proximité des ports comme les grandes porcheries aux Pays-Bas et dans le nord de l'Allemagne.

- Les structures agraires ont favorisé des densités importantes d'animaux et l'évolution des systèmes de type industriel, dans les régions où la diminution de la taille des

exploitations a forcé les agriculteurs à se lancer dans des activités à forte valeur ajoutée qui ne nécessitent pas beaucoup de terres, comme dans certaines régions du sud de l'Allemagne et des Pays-Bas, ou à abandonner totalement l'agriculture. Cette évolution a été soutenue par la mise en place de politiques de soutien des prix avec pour principal objectif de venir en aide aux populations rurales.

- Les différentes politiques nationales à l'intérieur de la zone de libre échange (avantages fiscaux, réduction des coûts d'énergie, réglementation environnementale plus complaisante) encouragent la concentration du système de production industrielle. Le transfert des élevages intensifs de poulets et, plus récemment, des élevages de porcs aux Etats-Unis, depuis les régions productrices de maïs vers les Etats du Sud et, en Europe, vers l'Italie et l'Espagne, illustrent parfaitement cette situation.



## Bibliographie / à lire

### Elevage et environnement

Renato Pichler, "Les conséquences écologiques et économiques d'une alimentation basée sur la viande", Sennwald, ASV, 1998.

PETA France, « Environnement : Manger de la viande, c'est condamner la planète », in « Kit du végétarien en herbe », <http://www.petafrance.com/vegkit/environnement.asp>

Cees de Haan, Henning Steinfeld, Harvey Blackburn, "Elevage et environnement : A la recherche d'un équilibre", 1997 (Commanditaires de l'étude : Commission européenne, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque mondiale) <http://www.virtualcentre.org/fr/dec/toolbox/FAO/Main1/index.htm>

Compassion in World Farming Trust, « Les effets néfastes de l'élevage industriel, plaidoyer pour un élevage humain et viable », 2002, [http://www.ciwf.org.uk/publications/reports/detrimental\\_impacts\\_of\\_industrial\\_animal\\_agriculture\\_2002\\_french.pdf](http://www.ciwf.org.uk/publications/reports/detrimental_impacts_of_industrial_animal_agriculture_2002_french.pdf)

Ed Ayres, "Beyond 2000 - will we still eat meat?", Time Magazine (traduction Vegi-Info, Lausanne), 1999

André Gasser, "Ecologie et végétarisme", in Vegi Info n°8, p.8-9, 1999

Jean-Michel Jaquet, cours sur les "Ressources naturelles", Université de Genève, 2001.

### Végétarisme/végétalisme

"Végétarien & Végétalien, vivre sans manger les animaux", Toulouse, A.V.I.S., 1999. Téléchargeable sur <http://avis.free.fr>

Recettes végétaliennes : <http://avis.free.fr>

"Manger est un acte politique!", brochure FTP n°8, 1999.

« Communautés, naturiens, végétariens, végétaliens et crudivégétaliens dans le mouvement anarchiste français : textes », Invariance, 1994

« Justicia animal » No1 (brochure en espagnol), Madrid, 2001

Une partie de ces documents sont disponibles chez l'ASV (Association Suisse pour le Végétarisme, [www.vegetarisme.ch](http://www.vegetarisme.ch)), d'autres sont consultables au CIRA (Centre International de Recherche sur l'Anarchisme, Lausanne, [www.anarca-bolo.ch/cira](http://www.anarca-bolo.ch/cira))

### Antispécisme et anti-naturalisme

Cahiers antispécistes : réflexion et action pour l'égalité animale, [www.cahiers-antispecistes.org](http://www.cahiers-antispecistes.org)

Yves Bonnardel, « Contre l'apartheid des espèces - À propos de la prédation et de l'opposition entre écologie et libération animale », in CA n°14 (décembre 1996)

David Olivier, « Pourquoi je ne suis pas écologiste », in CA n°7 (juin 1993)

Clémentine Guyard: "Dame Nature est mythée: seconde mutation", Lyon, Carobella ex-natura, 2002.

## **Ecologie sociale**

Murray Bookchin et Dave Foreman, « Quelle écologie radicale? Ecologie sociale et écologie profonde en débat », Lyon, Atelier de création libertaire, 1994, <http://ateliber.lautre.net> .

Chaia Heller, « Désir, nature et société. L'écologie sociale au quotidien », Lyon, Atelier de création libertaire, 2003, <http://ateliber.lautre.net> .

Edition de l'infokiosque mondial, « Alternatives », Genève, novembre 2003, brochure 72 p. (disponible à l'infokiosque-bibliothèque de la Tour, avenue de la Tour 4, CH-1200 Genève)

Food not bombs, [www.foodnotbombs.net](http://www.foodnotbombs.net) (aussi en français), site internet de ce mouvement international.

## **Agriculture**

Agriculture végétalienne : Vegan Organic Network, [www.veganorganic.net](http://www.veganorganic.net), nombreux articles dont 2 en français. Réseau allemand : [www.bio-vegan.org](http://www.bio-vegan.org)

Jean-Pierre Berlan et al., « La guerre au vivant : OGM et mystifications scientifiques », éd. Agone, Marseille, 2001

Silvia Pérez-Vitoria, « Les paysans sont de retour », éd. Actes Sud, 2005

Forum civique européen, "El Ejido Terre de non droit : Rapport d'une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes de février

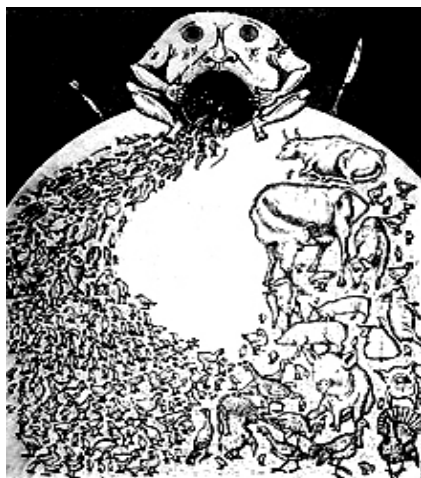
2000 en Andalousie", 14.p, éd. FCE, St Martin de Crau

Vandana Shiva, « La vie n'est pas une marchandise – Les dérives des droits de propriété intellectuelle », coll. Enjeux Planète, éd. d'En Bas, 2004

Masanobu Fukuoka, « La révolution d'un seul brin de paille : Une introduction à l'agriculture sauvage », éd. Tredaniel, 1997 (éd. originale 1975)

Permaculture magazine (en anglais), [www.permaculture.co.uk](http://www.permaculture.co.uk), infos de bases consultables gratuitement.





# **ECOVEGAN**

**ceci n'est pas un nouveau label !**

**Introduction : à la recherche de la cohérence (p.2)**

**Quelques définitions (p.5)**

**Végétalisme et écologie : pour une alimentation et une société non prédatrices (p.7)**

**Réflexions sur les liens entre véganisme et société industrielle (p.18)**

**Contre l'apartheid des espèces - À propos de la prédation et de l'opposition entre écologie et libération animale - par Yves Bonnardel (p.21)**

**La géopolitique du soja (p.31)**

**Petite enquête sur la provenance des aliments vegan : sortir du végétalisme colonial? (p.35)**

**L'agriculture végétalienne (p.39)**

**Les jardins de cocagne (p.45)**

**Le mouvement Food Not Bombs (p.50)**

**Annexe : analyse des évolutions récentes de la concentration de l'élevage industriel - de Haan, Steinfeld & Blackburn (p.55)**

**Bibliographie/à lire (p.57)**

